

qu'à présent, en France, été plutôt le fait des couches moyennes. Toutefois, la violence n'est pas totalement exclue, elle est perçue, alors, comme une sorte de révolte ultime que pourrait provoquer "l'obstination du pouvoir", émergeant d'une "masse qui fait le constat de l'échec de la démarche légale, très rarement elle est évoquée comme une forme extrême dans la recherche de l'efficacité, dans une situation très particulière et sans que les militants qui y font référence ne l'appellent de leurs vœux.

2.1.3.6. Les interlocuteurs et les cibles de la pratique

Dans leur pratique d'opposition les mouvements prennent en compte cinq grands interlocuteurs : a) le "pouvoir", b) les maires et les élus locaux, c) les conseils généraux et régionaux, d) les syndicats et les partis politiques, e) les médias.

Le "pouvoir"

La pratique vis-à-vis de l'Etat consiste, d'une part, à tenter de faire admettre leur analyse, d'autre part, à se servir de contradictions ou différences d'approches, notamment, entre les ministères, la DATAR, les entreprises nationalisées, afin d'isoler progressivement les secteurs ayant pris la décision, ou qui y ont le plus d'intérêts. Ainsi, selon les cas, le ministère de l'environnement, ou de l'agriculture, est-il utilisé contre ceux de l'équipement, ou la SNCF ... La première exigence vis-à-vis du "pouvoir" comme interlocuteur, est d'abord de se faire reconnaître soi-même pour un interlocuteur, par l'administration locale d'abord, éventuellement nationale. C'est dans ce but que les opposants engagent d'abord le débat par l'intermédiaire de la presse, des réunions d'information, la publication de leurs documents, tels que les dossiers et livres blancs. Sur la base d'une reconnaissance minimum qui est perçue comme étant le fruit de la combinaison du sérieux des réponses et de l'importance d'initiatives de masse, les opposants recourent à de multiples délégations, au cours desquelles ils exposent leurs analyses aux différentes instances locales (OREAM, DDE, préfet ..), ou nationales (Aviation civile, secrétaire d'Etat aux transports ...). Enfin, la participation à des négociations au niveau local, comme au niveau régional, leur apparaît être l'objectif le plus difficile à atteindre dans ce rapport au "pouvoir" comme interlocuteur.

Les maires, les élus et les Conseils Généraux ou Régionaux

Vis-à-vis des élus la question consiste, d'une part à les gagner à l'opposition au projet, d'autre part, à leur faire jouer un rôle qui soit compatible avec le développement d'une pratique autonome et souveraine des opposants. Dans le cas de conflits, les opposants considèrent que l'importance des enjeux, sur lesquels ils se mobilisent, justifie le remplacement des élus lorsque cela est possible. Les conseils généraux et régionaux,

selon les contextes, peuvent être considérés comme une composante du "pouvoir", dans la mesure où, comme à Vaumeilh, ils se trouvent être maîtres d'oeuvre du projet. Ou bien, ils peuvent être considérés comme une instance d'élus pouvant reprendre l'argumentation des opposants, contre le "pouvoir". Aussi la pratique des militants selon l'attitude des Conseils généraux et régionaux consistera soit dans la pratique vis-à-vis de l'interlocuteur "pouvoir", soit la pratique vis-à-vis des élus.

Les syndicats et partis politiques

Les militants multiplient les démarches auprès des syndicats et partis politiques pour leur exposer les arguments et leur faire reconnaître les formes d'action de l'opposition. Lorsque ceux-ci se révèlent plutôt bienveillants, les militants essaient de faire reprendre leurs revendications dans les positions de ces organisations, ou de les amener à participer aux initiatives impulsées par les mouvements globalisants. En aucun cas, cela ne pourrait aller, toutefois, jusqu'à fondre l'opposition dans ces organisations, même si elles s'avisent de faire de la lutte contre le projet un de leurs objectifs. Lorsque ces organisations se montrent réticentes ou hostiles, les mouvements n'hésitent pas à les interpeler et à les confronter à leur base, ou à la population riveraine.

Les médias

Enfin, concevant les médias comme une force essentielle et un moyen d'élargir les capacités de la démarche pédagogique et du débat, les opposants considèrent que la pratique visant un accès permanent à celles-ci mérite la plus grande attention et doit répondre aux critères d'innovation, de spectaculaire, de symbolisme, de sérieux, etc., qu'exigent, selon eux, ces dernières, d'autant qu'elles ne leur apparaissent pas bienveillantes a priori.

2.1.3.7. Les initiatives

Dans l'ensemble des initiatives qui peuvent constituer la pratique il faut relever que, si l'on a affaire à un éventail très large, des accents sont, toutefois, mis sur certaines formes. Le premier type d'initiatives consiste dans celles qui sont sensées faire connaître les opposants et à diffuser leurs idées. Si l'on rencontre, ici, un ensemble tout à fait classique constitué de "bombages" de slogans à la peinture, de distributions de tracts, de porte à porte, de collages d'affiches, de conférences de presse, on peut, toutefois, noter l'accent mis sur trois éléments : les bulletins ou journaux locaux, les fêtes, et les élections. Pour ce qui est des bulletins, ceux-ci n'apparaissent poser aucune difficulté de conception, de rédaction, etc., phénomène observé généralement dans les luttes ouvrières et paysannes. Ces journaux ne sont pas de sim-

ples feuilles d'agitation, ils sont conçus comme des instruments de "formation" et d'information, dans lesquels sont développés pédagogiquement au fil des mois, la démarche technique, comme les difficultés et rebondissements de l'action, ou des procédures. De même les fêtes contribuent, à leur manière, à cette conception de la pédagogie, par la mise en place de "stands" axés sur la présentation d'un matériel "didactique", permettant la diffusion des argumentations et analyses des opposants. Enfin, les élections, notamment les législatives, sont l'occasion de développer en direction des candidats, ou en tant que campagne d'un candidat, les mêmes analyses. On doit aussi constater que la présentation de candidats ne suscite aucune inquiétude quant à la capacité de se confronter aux notables, ou aux argumentations politiques. On peut, là encore, faire l'hypothèse que : 1) cette sérénité, vis-à-vis d'initiatives qui inquiètent et posent problème à d'autres mouvements et composantes sociales, tient à la maîtrise de l'écriture, du discours, des analyses, etc., pour les couches sachantes ; 2) cette attention particulière pour ces initiatives correspond aux éléments qui sont valorisés dans leur analyse de la réalité sociale : les médias, la concurrence des notables, la compétence, etc...

Le second type d'initiatives s'applique à faire évoluer le rapport de force : les manifestations, les fêtes et les rassemblements occupent une grande place. Elles doivent être situées à des moments privilégiés qui leur assurent un écho maximum, elles doivent toujours être dotées d'une originalité et d'un caractère qui en font un événement, l'innovation et la dimension symbolique constituant les ressorts les plus fréquents pour réaliser cette exigence. Les élections sont considérées comme des moyens privilégiés qui, là encore, doivent faire l'objet d'un soin particulier, afin d'éviter toute image dévalorisante de la lutte et de ceux qui l'animent. Enfin, l'enquête d'utilité publique est conçue comme un moyen d'exprimer ses conceptions, mais surtout aussi de marquer la dimension de "masse" de l'opposition.

Le troisième type d'initiatives consiste à faire reculer le "pouvoir" : les négociations sont sensées pouvoir gagner des garanties. L'action juridique, quant à elle, est perçue comme une possibilité de gagner un blocage du "pouvoir", même si celui-ci n'est que provisoire ...

La pratique des mouvements globalisants se révèle ainsi bien être une pratique faite par et pour des militants et des noyaux militants . Pour comparaison à d'autres mouvements et organisations (notamment le mouvement ouvrier), il est à remarquer que le phénomène d'isolement et de minorisation qui affecte ces démarches de militants est beaucoup mieux assumé dans les mouvements globalisants. Il ne s'agit pas là d'une simple constatation, mais d'un élément qui permet de comprendre la spécificité des mouvements de ce type, par rapport aux mouvements sociaux.

On assiste dans la conjoncture actuelle à un phénomène de diffusion très large, très rapide, très massif des formes d'action, des types d'ini-

tiatives..., aussi n'est-il pas très pertinent de rechercher la spécificité des pratiques à ce niveau. Nous pensons que c'est beaucoup plus dans le fait d'assumer une pratique minoritaire que les mouvements globalisants réalisent une articulation tout à fait adéquate entre la globalisation de l'enjeu et l'ancrage à la réalité de la lutte. Leur pratique de militants est une pratique qui se définit d'abord vis-à-vis de l'Etat et de la société civile, tout en refusant les cadres institutionnels traditionnels tels que le système notabiliaire. Dans ce cadre la pratique des militants a un sens en elle-même et pour elle-même, elle définit déjà un espace d'autonomie, aussi limité soit-il, échappant au "pouvoir", à l'Etat... Ne se posant pas a priori la question d'un modèle de transformation des rapports sociaux, du type de celui que porte le mouvement ouvrier, les militants peuvent assumer leur relatif isolement, dans la mesure où, pour eux, l'objectif n'est pas un modèle d'auto-gestion, de démocratie directe, locale, etc., référé à de nouveaux rapports sociaux, mais beaucoup plus une forme de renaissance de pratiques autonomes, communautaires, etc., de manière à repousser l'omni-présence de l'Etat et à mettre en pratique un processus qui permette de changer le sens de la société.

2.1.4. Des organisations autonomes ...

La forme de l'organisation qui domine est celle de l'association. L'association est d'abord définie comme constitutive d'un phénomène social qui tend à ce que la population s'organise et intervienne à chaque fois qu'une décision est prise à ses dépens. Elle est considérée aussi comme une force qui ne cesse de s'affirmer à mesure que le phénomène d'ensemble s'impose à toute la réalité sociale. Cette association est considérée comme également redevable des expériences de multiples comités qui ont vu le jour dans la dernière décennie. Cinq grandes caractéristiques dominent la conception de ces associations : l'autonomie, le localisme, la souplesse, la démocratie interne, la solidarité ou la convergence avec d'autres luttes.

L'autonomie est perçue comme une exigence fondamentale, d'abord vis-à-vis des organisations politiques, syndicales, mais aussi des notables... Elle est considérée comme le meilleur gage d'une liberté d'action totale et d'une possibilité d'établir des consensus massifs au sein de la population locale sur un thème précis, celui de l'opposition à un équipement ...

Le localisme est lui aussi un gage de liberté et de rapport très direct à la réalité concrète. Il est perçu comme une mise en pratique du principe essentiel de décentralisation, et il est souvent appliqué à la structure interne de l'association qui peut être constituée de comités locaux, par quartiers ou par communes, collant encore de plus près à la réalité.

Ce sont des structures souples, qui peuvent prendre des formes très différentes et qui peuvent connaître de multiples adaptations. La règle de

base semble être que, plutôt que de compliquer la structure organisationnelle, à toute nouvelle fonction doit correspondre une nouvelle association. La souplesse est perçue comme une garantie d'efficacité, puisque, en principe, la structure organisationnelle est toujours la plus adaptée possible.

La démocratie interne est moins souvent posée dans ces associations que dans les organisations syndicales ou politiques. Nombre de militants considèrent qu'autonomie, localisme et souplesse sont les gages de cette démocratie. La réalité de certains conflits internes et les conceptions de certains militants montrent que les choses ne vont pas de soi. Il apparaît, qu'à part les situations où il existe un conflit pour l'hégémonie entre les militants des mouvements globalisants et les notables, la question de la démocratie n'est pas posée réellement. Les phénomènes de leadership sont admis et, de fait, la démocratie interne apparaît moins importante que l'ensemble autonomie-localisme-souplesse.

A l'autonomie et au localisme jaloux, correspond une conception de l'ouverture et de la pratique vers l'extérieur, sous la forme de la solidarité et de la convergence. Ceci implique d'abord un refus de toute coordination ou organisation contraignante quant aux orientations, aux analyses, aux initiatives. En revanche, il s'agit de participer à un large échange d'expériences, d'analyses, de méthodes, de documents, etc., au sein duquel chaque structure se sent libre d'apporter la force militante qu'elle veut et de ne faire que les emprunts qui lui paraissent compatibles avec ses analyses et sa pratique. Certains militants reconnaissent que cette unification, sous la forme de convergence, n'est pas aussi efficace que les organisations centralisées du mouvement ouvrier, mais ils considèrent généralement que cette faiblesse doit être acceptée dans la mesure où, d'une part, le refus de l'organisation répond aux motivations les plus profondes des opposants, et d'autre part, l'information réciproque, l'enrichissement des expériences se feraient dans des conditions souvent meilleures que dans les organisations.

Sur un plan immédiat, cette forme d'organisation serait celle qui répond le mieux à la nécessité d'une lutte prolongée. Elle est la seule qui permette toutes les réorganisations, restructurations, innovations..., mais aussi stabilisation de militants qui sont nécessaires, si l'on ne veut pas qu'après une flambée, que l'Etat laissera passer, celui-ci, finalement, réalise son projet, au milieu du découragement et de la démobilisation... De même, ce sont les caractéristiques présumées de l'intervention de l'Etat qui imposeraient une forme d'organisation qui serait la plus adaptée pour fournir, aussi bien une réponse efficace, compétente, mobile, capable d'innover, que pour permettre de capitaliser toutes les expériences qui se dérouleraient dans différents secteurs de l'opposition au pouvoir.

2.2. Les mouvements traditionnels

Les mouvements traditionnels constituent le deuxième type de mouvements d'opposants que l'on rencontre vis-à-vis des projets d'aéroports et de la ligne nouvelle du TGV. Le qualificatif de traditionnel, qui leur est affecté, constitue une double référence : d'une part, au fait qu'ils reposent sur le rapport traditionnel qu'établissent les notables avec certaines couches et classes sociales, surtout en milieu rural ; d'autre part, au fait qu'ils se révèlent de même nature que des mouvements dont on a connu déjà l'émergence dans le passé à propos d'autres projets d'équipements lourds, tels que les barrages hydro-électriques des années 50.

2.2.1. Des mouvements qui reposent sur des notables

2.2.1.1. Qu'entend-on par notables ?

Le système notabiliaire

Les travaux de Pierre Grémion (14) ou de Michel Marié et Jean Viard (15), parmi d'autres, les uns au niveau de la formation sociale dans son ensemble, les autres au travers de l'analyse d'un "pays", mettent en évidence que, loin d'être un vague reliquat du passé que des analyses urbaines, centrées le plus souvent sur l'Etat ou les mouvements sociaux, avaient fini par totalement oublier, le système notabiliaire constitue un élément essentiel de l'intégration et de la régulation sociale dans le système social existant.

Le système notabiliaire constitue, dans la formation sociale française, le mode d'articulation nécessaire entre l'Etat et la société civile. Ce mode d'articulation prend la forme d'un corps de "personnalités" dont le rôle consiste à jouer les intermédiaires permanents entre l'Etat et la population. Ce système d'intermédiaires n'est pas centralisé, il repose au contraire sur une multitude d'articulations entre les secteurs "périphériques" de l'Etat et des intermédiaires-représentants des populations locales. Tout en étant institutionnel, le système repose moins sur des textes, des lois, des règles écrites, que sur des règles implicites qui ne peuvent être saisies que dans la pratique de l'administration locale et de ces "représentants". S'il existe un fonctionnement officiel de ce rapport Etat-notables, ponctué par des réunions d'assemblées, des délégations, des audiences, etc., donnant lieu à des comptes-rendus, il n'en demeure pas moins que la réalité du système consiste dans un processus de négociation permanente entre les fonctionnaires de différents niveaux et les notables. Un tel système repose sur des rapports de complicité entre les fonctionnaires territoriaux et les notables. Il est sensé réaliser une forme "d'intégration nationale" qui, comme le dit P. Grémion, permet le "maximum de diversité locale". Il constitue "le raffinement incessant qui est nécessaire au maintien de cet équilibre instable entre l'intérêt national et l'intérêt local" (16). Sa possibilité d'exister repose sur des dispositions institu-

tionnelles, mais son existence ne figure que dans la réalité. Le terme même de notable et de notabiliaire n'est présent nulle part dans les textes et les règlements. Les dispositions institutionnelles qui lui donnent réalité sont celles qui permettent à des personnes, de concentrer sur elles une partie importante de la représentation d'une localité, d'un pays, d'une région. De ce point de vue le cumul des mandats constitue la disposition la plus efficace pour permettre à ces acteurs sociaux d'acquérir la représentativité suffisante pour jouer leur rôle d'intermédiaire. Plus la représentativité des notables est grande et plus le système peut révéler une certaine souplesse : "avec le cumul des mandats, représentation légitime et capacité d'assouplissement de la règle étatique vont de paire et se renforcent mutuellement".(17)

Les notables

En tant qu'intermédiaire, le notable doit répondre à une double exigence : a) il doit être représentatif de la population, et c'est "l'excès" même de cette représentativité qui peut lui donner une capacité d'obtenir cet "assouplissement de la règle" ; b) il doit faire preuve de savoir faire vis-à-vis de l'Etat. Ce savoir faire était traditionnellement un savoir utiliser un réseau de connaissances, "d'amis", aussi bien horizontalement (les différents fonctionnaires territoriaux, autres notables régionaux, etc..) que verticalement (cabinets de ministres, commissions de l'Assemblée nationale ou du Sénat, etc..). Il est beaucoup plus fait, aujourd'hui, d'une aptitude à "traiter des dossiers" et à jouer les institutions, etc.. Le système institutionnel rend ces deux exigences totalement complémentaires puisque le cumul des mandats se réalisera à mesure de la mise en évidence par le notable de sa capacité à obtenir des décisions favorables aux populations qu'il représente. Il existe plusieurs types de notables, d'une part en fonction du type de populations représentées, d'autre part en fonction de l'"envergure" même de cette représentation. Du point de vue du type de populations représentées, on doit différencier :

a) les élus, à partir des maires jusqu'aux sénateurs, en passant par les Conseillers généraux et les députés ; b) les représentants agricoles : présidents de Chambres d'agriculture, président de la FNSEA, voire aussi du CDJA, des grandes coopératives, du Crédit Agricole Mutuel régional, etc...; c) les représentants du patronat : président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, présidents des unions professionnelles, responsables de grandes entreprises, etc..; d) enfin, certains représentants de communautés de pensée, tels que évêques, etc.. Du point de vue de l'envergure, Pierre Grémion constate que celle-ci dépend de la combinaison des représentations que permet le cumul des mandats, c'est ainsi comme représentativité maximum en zone urbaine : le député-maire de la ville métropole, et en zone rurale, le président du Conseil général-sénateur (18).

Crise ou renouvellement du système notabiliaire

Nombre d'analyses et de discours d'acteurs sociaux ont postulé, ces dernières années, la crise, voire la fin du système notabiliaire. Il semble que deux types d'acteurs sociaux se sont retrouvés autour de ces postulats. D'une part, des secteurs et des forces au sein de l'appareil d'Etat, qui, au travers de la transformation de celui-ci ont eu tendance à considérer le système notabiliaire comme inefficace, inadéquat, bloquant les restructurations nécessaires. Ainsi, les promoteurs de l'Etat "gaulliste" se sont-ils attaqués aux bastions notabiliaires et n'ont pas manqué les occasions de les tourner ou de les déconsidérer ... D'autre part, des forces sociales nouvelles, notamment urbaines, considéraient les notables comme incompétents pour représenter leurs intérêts et leurs revendications dans des contextes où les questions sont devenues d'une haute complexité. Des associations diverses, et la définition d'autres procédures de démocratie locale, ou de participation, leurs apparaissaient plus compatibles avec les conditions nouvelles.

Les analyses précédemment citées, de même que le rôle joué par les notables dans les enjeux qui sont étudiés ici, montrent que l'on allait un peu vite en besogne, et que l'on sous-estimait au moins deux questions fondamentales : la fin d'un système, tel que celui des notables, n'est pas possible sans la mise en place d'un autre système d'intermédiaires ... La transformation de l'Etat ne peut pas, à elle seule, être la condition suffisante pour le produire. Le système notabiliaire était capable d'adaptation et même de renouvellement. Les caractéristiques des notables étaient pour beaucoup celles qui correspondaient le mieux à un cadre social précis. D'autres caractéristiques peuvent naître et naissent de l'adoption d'un nouveau cadre. Et c'est bien ce que montrent Michel Marié et Jean Viard, lorsqu'ils constatent que les populations rurales, confrontées à l'extension de la logique urbaine dans leurs conditions de vie, leurs communautés, etc., ont tendance à choisir comme notables des personnalités qui sont compétentes sur le plan de l'urbain : "c'est alors un individu suffisamment initié à la ville - ou qui en vient - pour connaître, comprendre et affronter, à armes égales, les problèmes qui surgissent" (19).

2.2.1.2. Questions posées par la présence de notables dans les mouvements d'opposants

Toutefois une série de questions préalables doivent être d'abord posées et analysées avant de présenter la place et la dynamique de cette composante au sein des mouvements et vis-à-vis du développement des enjeux : a) Comment, à partir d'un rôle spécifique d'intermédiaires "entre la bureaucratie d'Etat et la population" (20), on peut voir se dégager deux pratiques radicalement opposées ; puisque une partie, la plus importante, des notables consacre son énergie à "faire passer" les projets auprès de la population, alors que l'autre partie développe une énergie, au moins égale, pour tenter de les bloquer ? b) Cette division au sein des nota-

bles est-elle le signe d'une crise, qui conduirait, notamment, certains notables à se fondre dans des mouvements d'opposition, à devenir militants ? (21) c) Les notables qui se situent dans l'opposition, en prenant parti d'un côté, qui serait celui de la population, ou ce qui est pire d'une partie d'entre elle, en se liant avec des mouvements d'opposants, ne rompent-ils pas avec leur rôle de notable ... pour devenir des militants ? d) Ces deux types de pratiques renvoient-elles à deux catégories différentes de notables? e) Le système notabiliaire a toujours été, comme le met en évidence Michel Marié (22), structuré en clans (Droite et Gauche) cette structuration rendrait-elle compte de cette différence de pratique?

Sans entrer dans l'interprétation, il est possible de poser qu'au travers de la décision d'un projet du type aéroport, ou encore plus ligne nouvelle TGV, les notables se trouvent confrontés à une situation très particulière et très inconfortable. Celle-ci, en effet, apparaît dépasser leur compétence et leurs capacités, dans la mesure où le cadre traditionnel de leur pratique est inadéquat pour jouer un rôle quelconque d'intermédiaire entre l'Etat et la population. Au contraire, ils risquent, dans la plupart des cas, de se voir purement et simplement identifiés au pouvoir. Le risque est d'autant plus grand que le phénomène se situe à un moment où les équipements et les décisions de l'Etat, en matière d'aménagement, de gestion de l'espace, etc.. font l'objet d'enjeux nouveaux dans lesquels des forces sociales, telles que les nouvelles couches moyennes ou la petite et moyenne paysannerie moderniste (comme cela vient d'être mis en évidence), sont conduites à se mobiliser. Dans de tels contextes il y a donc une nécessité pour les notables de se diviser afin que le système notabiliaire lui-même, et à un niveau plus large le rapport Etat-société civile, puisse être reproduit. D'ailleurs, cette division ne constitue pas réellement un phénomène nouveau dans ce type d'enjeux puisque, comme le fait remarquer A. Nicolon dans ses recherches sur les oppositions aux centrales nucléaires (23), déjà dans d'autres périodes, telles que celle de la réalisation du programme hydro-électrique au début des années 50, une partie des notables s'était constituée en opposition.

Il ne faudrait pas pour autant conclure que, au travers des cas analysés dans cette recherche, le système notabiliaire ne se révèle pas être en crise. En effet, là où les divisions s'opèrent, elles se réalisent souvent brutalement, douloureusement et, dans certains cas, c'est in extremis qu'il s'agit de sauver une situation devenue dangereuse pour le système notabiliaire, tant celui-ci comme à Vaumeilh s'était empressé de verrouiller la situation. Loin de reposer sur le jeu interne du système lui-même, il s'agit la plupart du temps d'un déchirement qui s'opère au sein d'un "clan". Et, dans la plupart des cas, les notables apparaissent hésitants (comme à Toussus le Noble au départ), peu compétents, ils donnent l'image très négative d'hommes qui doivent changer de position (Toussus le Noble, Louvigny St Jure, Vaumeilh ..), se contredire, ou reculer, et surtout, ils révèlent leur fragilité dans la mesure où, parmi eux, certains ne pourront pas faire l'économie d'un échec électoral, comme à Rouen-Boos et Toussus le Noble.

Ceux qui prennent le parti de l'opposition, quel que soit le degré de liaison, voire de dépendance qu'ils peuvent avoir avec des mouvements, ne sauraient cesser d'être des notables .. Au contraire, ils paraissent plus que jamais se mettre en position de pouvoir jouer les intermédiaires lors du dénouement, voire même de pouvoir provoquer des dénouements, tout en évitant des débordements, ou des dynamiques qui rendraient impossible les négociations. C'est en tout cas ce que révèlent les pratiques des notables à Vaumeilh, dans l'Yonne .., mais encore plus à Toussus le Noble par exemple, au moment où le 26 juin 1975 une issue "momentanée" est trouvée au secrétariat d'Etat au Transport, au terme d'une négociation mettant en présence d'une part M. Cavallé, et d'autre part deux députés, deux sénateurs, quatre conseillers généraux qui avaient pris position contre le projet (non sans hésitations pour certains d'entre eux) et le bureau de l'ADRAT.

Cette division ne semble pas renvoyer directement à une différence de catégories de notables. Toutefois, il faut noter qu'aucun grand notable (surtout en zone rurale), dans la conception de P. Grémion, ne se trouve dans l'opposition. En revanche c'est au sein des notables de faible stature que se produit la déchirure évoquée plus haut. Le phénomène ne fait que rappeler la plus grande dépendance de cette dernière catégorie vis-à-vis de leur contexte local, et des urbains (des grandes villes et métropoles), vis-à-vis des ruraux. Son originalité viendrait plutôt du fait que le processus n'a rien d'automatique et que la plupart de ces notables de faible stature hésitent ou refusent de se situer dans de telles oppositions. Cela a pour principale conséquence qu'un certain nombre de ceux qui se posent alors comme notables vis-à-vis de l'opposition sont souvent des notables potentiels.

Enfin, la structuration interne au système notabiliaire, que M. Marié et J. Viard interprètent par le rattachement au clan (droite-gauche), en zone rurale, n'est pas pertinente dans la mesure où nombre de projets sont soutenus par tous les notables locaux, "clans" confondus (Vaumeilh étant l'exemple le plus net avec Nantes...), le découpage devra alors se faire dans le vif des "clans", et sous la pression du contexte local, le clan le moins lié au pouvoir local (départemental) étant doté d'une latitude plus grande, pour adapter son attitude pendant que se déroule le conflit.

2.2.2. La problématique des mouvements traditionnels : le système notabiliaire

Il n'y a pas dans la problématique des mouvements traditionnels de conception de la réalité sociale, comme c'était le cas pour les mouvements globalisants. Cette conception doit être déduite d'une conception du cadre de leur pratique qui se révèle très homogène, même si l'on doit noter des différences selon que l'on a affaire à des notables reconnus, ou à des notables potentiels, ou en cours de reconnaissance. Il découle de ce cadre une conception de pratiques bien spécifiques, de même qu'une conception de l'organisation dont les caractéristiques ne peuvent que conduire à des tensions, voire des affrontements avec les composantes globalisantes.

2.2.2.1. Pour les mouvements traditionnels c'est la conception du rôle de notable qui définit la problématique

Le notable de labbourgeoisie moyenne ou de la paysannerie possède un rôle social, s'appliquant précisément à des enjeux entre l'intérêt général et l'intérêt particulier : Il n'a pas à se situer d'un côté ou de l'autre puisque précisément son rôle est de réaliser les compromis entre ces deux types d'intérêts . Pour jouer ce rôle il n'a pas besoin de construire sur une question précise une alliance de classe, puisque par définition, il est l'homme de la représentation d'une population locale, celui qui, comme le disent M. Marié et J. Viard a réalisé le consensus au-dessus des "clans", des classes sociales, etc., et ceci bien avant qu'un enjeu précis ne se constitue. Il est celui qui, théoriquement tout du moins, se trouve en situation de pouvoir permettre une résolution. D'autre part, nous faisons l'hypothèse que l'appartenance à la bourgeoisie moyenne d'une partie d'entre eux, donc à une fraction, certes non hégémonique, des classes dominantes, conduit à l'identification, dans une certaine mesure, entre leurs propres intérêts et les intérêts de la société dans son ensemble ; en tout cas, entre leurs propres intérêts et ceux de la société locale, surtout lorsqu'elle est caractérisée par des rapports traditionnels. Aussi dans ce cadre, leur intérêt particulier et l'intérêt général doivent se rejoindre quelque part et ce qui est donc en jeu au travers de la décision d'un projet d'infrastructure est un mode de régulation qui ne saurait remettre en cause la structure sociale, même localement.

La conception commune du cadre de leur pratique qu'expriment les notables-opposants consiste donc dans une mise en représentation de leur rôle : a) ils partent d'abord de la spécificité de celui-ci, c'est-à-dire que c'est en tant que "personnalités" qu'ils sont individuellement les intermédiaires, et que c'est en tant qu'appartenant à une catégorie particulière que cette "personnalité" peut être adéquate au regard d'un enjeu. b) ils situent et se situent ensuite vis-à-vis des termes de l'enjeu : l'Etat, la population riveraine ; c) ils situent ensuite l'enjeu vis-à-vis du système social : un cas particulier. Enfin, ils se démarquent vis-à-vis d'autres acteurs sociaux qui mettent en cause leur mode de traitement de l'enjeu.

2.2.2.2. Une approche personnelle

Le notable doit d'abord se situer en tant qu'individu vis-à-vis du projet, ou vis-à-vis de l'enjeu. Contrairement à l'opposant des mouvements globalisants qui recherchait sa légitimité le plus loin possible de son vécu, au niveau de l'intérêt général, le notable lui se situe d'abord du point de vue de ses motivations. Ses motivations sont de plusieurs ordres et se combinent dans la plupart des cas. Elles peuvent relever du patrimoine ou du vécu : "je possède une maison dans la région ...", "le projet de ligne nouvelle passait chez moi", "je suis chasseur, la France n'est

plus giboyeuse du tout, la nature est complètement éteinte... par la surdensification de certains équipements", "la ligne passe juste derrière le long du village et coupe plusieurs exploitations agricoles", "nous allons avoir des problèmes de franchissement avec certains engins agricoles, les plus larges" ; d'un point de vue esthétique, culturel : "c'est seulement pour la beauté du site" (Cluny), "c'est un crime", "cela va défigurer totalement la sortie du village qui est assez belle" ; du point de vue de leur fonction d'élu, ou de responsable de syndicat agricole : "En tant que maire de Chateaufort ...", "je suis élu de ma commune", "j'étais à ce moment là secrétaire général de la FDSEA de l'Yonne"... On peut poser comme thèse que c'est parce que le notable est constitutivement une personne qui réalise les compromis, les consensus .., qu'il ne peut légitimer son intervention et son rôle dans de tels enjeux qu'en se positionnant d'abord sur le plan de ses motivations individuelles.

C'est aussi parce qu'il est une personne qu'il doit identifier son rôle à l'opposition : il ne participe pas à un mouvement, il est le mouvement. Processus qui est d'abord exprimé par le "je" utilisé tout au long du discours. Le modèle de l'action et de l'opposition qui se dégage alors est celui d'une accumulation d'initiatives, de démarches individuelles. L'opposition et les événements qui constituent l'enjeu sont organisés par référence avec les analyses, les interventions, les initiatives du notable: "je me suis préoccupé du projet", "je me suis dit, il faut savoir ce qu'il y a derrière", "je me suis procuré non sans mal les documents...", "mon action, en tant que secrétaire-membre du bureau de l'assemblée spéciale de l'Etablissement public d'Aménagement, a conduit à ce que celui-ci s'oppose au projet", "pour en arriver à une solution dont j'avais parlé les premiers jours, tout à fait au début ... et au bout de six ans on en est arrivé là". Les succès de l'opposition sont ses succès : "mon intervention auprès d'un conseiller du président de la république ... a conduit à ce qu'il intervienne pour demander à M. ..., ministre des Transports de recevoir une délégation ...". Mais les échecs sont aussi des échecs personnels : "on a peut-être fait une erreur, c'est peut être de ma faute ...". En tout cas, il y a conviction que la continuation de la lutte dépend de son opiniâtreté : "qu'on me condamne, je m'en foue, je continuerai à me battre...". Pour ces notables, il ne fait aucun doute que la qualité de l'opposition et, pour une part, l'issue de l'enjeu tient à leurs qualités ou à leurs défauts personnels : "je bénéficiais d'un certain prestige, le fait d'être professeur d'université ...", "ma formation professionnelle d'économiste m'a donné l'idée ...", "on n'est pas tous des imbéciles ... je me suis fait traiter de con". Parmi ces qualités, il en est une qui, comme la relève Grémion, est une condition du rôle de notable, il s'agit du réseau de connaissances, des "amis".

Le notable est lié au contexte local, et pour des enjeux aussi stratégiques que les décisions d'infrastructure de transport, il importe de trouver un accès ou des accès au "Centre". C'est le réseau de connaissances et les "amis" qui sont censés jouer ce rôle : le réseau de connaissances

peut d'abord permettre de renforcer l'opposition, par le poids du soutien de "personnalités", par l'aide fournie sur le plan "financier", ou des "informations" ... Il permet ensuite des accès au centre qui contournent les barrières institutionnelles : "j'ai rencontré un ingénieur de l'Équipement chez un ami commun ..." Ils facilitent enfin une négociation, voire une résolution du conflit ...

2.2.2.3. Une conception de la fonction d'élu qui les constitue en acteur et en catégorie sociale

Que l'on ait affaire à des opposants notables, c'est-à-dire des élus et cumulant les mandats, ou des candidats notables se posant de fait comme éligibles dans des échéances plus ou moins lointaines, tous s'accordent, par opposition aux militants, sur la place centrale des élus dans les mouvements d'opposition. Au travers d'une telle conception qui valorise leur catégorie, ils vont pouvoir alors se porter candidats seuls ou avec quelques "collègues" à la "direction" du mouvement, puis à la résolution du conflit.

Cette valorisation conduit à présenter les élus comme ceux à qui revient le rôle décisif dans ce type d'enjeux, et à faire une lecture des mouvements passés ou en cours, validant un tel point de vue. Ce rôle décisif est ainsi constitué : a) par une plus grande "vigilance" des élus, aux questions concernant le contexte local, vigilance qui est accrue par une meilleure information et par des consultations courantes entre élus et avec l'administration ; b) aussi leur revient-il la possibilité de prendre l'initiative comme à Toussus le Noble où ce sont "deux maires qui ont créé l'ADRAT et lancé l'affaire dans leurs municipalités" ; c) ceci est d'autant plus de leur ressort qu'ils ont la "confiance" de la population et qu'elle est prête "à les suivre" ; d) les dates importantes de l'opposition sont constituées par les prises de position des instances élues départementales, régionales, nationales (24) ; e) ce sont eux qui peuvent "développer la vraie action" : "celle qui se situe au niveau des services du gouvernement" ; f) enfin, et surtout, ils sont les seuls capables de faire échouer les projets parce qu'ils peuvent contacter les plus hautes autorités de ces services et les ministres, ça c'est payant, tout le reste n'est que littérature" (maire d'une commune voisine de Toussus le Noble).

Au travers d'enjeux qui mettent en évidence les limites du système notabiliaire, la conception de ces opposants les conduit à souhaiter un renforcement du rôle des élus au moins sur deux plans : a) du point de vue juridique et institutionnel, en créant des réglementations et des lois qui imposent à l'administration une procédure d'information complète et une concertation systématique ; b) d'un point de vue sociologique par un renforcement de la compétence personnelle des élus leur donnant "la force" et la capacité de contrebalancer "la pesanteur de l'administration", "le poids des ingénieurs"...

2.2.2.4. L'intervention des notables s'opère vis-à-vis du gouvernement

La conception de l'Etat, de la part des notables est encore plus inconsistante que celle des nouvelles couches moyennes, tout du moins sur le plan théorique, car, de fait, elle est constituée à partir de l'expérience. Celle-ci conduit d'abord à différencier trois grandes composantes : le gouvernement, la ou les administrations, les entreprises nationalisées. Le gouvernement, et encore plus le président de la République, ou le premier ministre sont d'abord des instances d'arbitrage entre les pouvoirs administratifs, économiques, politiques ..., et la société civile. Plus que structure, il est envisagé à partir des hommes qui le composent, qui selon les cas sont compétents, "compréhensifs", "sensibilisés", "honnêtes" ..., les connotations étant le plus souvent positives, ou neutres, sans doute par nécessité de valider cette conception d'arbitrage sur laquelle repose le rôle du notable. Sinon, comment le notable pourrait-il baser, comme il le fait, son rôle sur sa capacité à intervenir directement auprès du gouvernement, voire du président de la République, comme dans le cas de Toussus le Noble. Pourrait-il justifier une telle conception de la pratique si elle consistait à négocier avec l'adversaire, celui qui n'a de cesse que de voir réaliser son projet ..., ne s'agirait-il pas d'une trahison ? (25) Or justement, c'est bien en fonction de cet accès au gouvernement que le notable impose sa dominance sur un mouvement d'opposant. C'est cet accès qui lui permet de faire dépendre toute l'action du mouvement, des conditions et des rythmes de cette négociation.

Les administrations font l'objet de conceptions différentes selon leur rapport au projet, et peut-être aussi surtout le degré d'accès ou de relation du notable vis-à-vis de celle-ci. Là encore les notables ressentent la nécessité de protéger leurs partenaires traditionnels, aussi s'empressent-ils de relever ceux qui sont restés neutres, ou même qui ont pu exprimer des réserves vis-à-vis du projet, même si c'est à titre personnel : "l'administration préfectorale a été correcte" (Toussus le Noble), "j'ai eu des contacts avec des gens du Plan qui étaient contre" (Yonne). Mais, au delà du fait qu'il y a des administrations différentes, le notable ne perçoit pas celles-ci comme des structures répondant à des lois d'ensemble, mais plutôt comme des lieux où s'exercent des forces contradictoires qu'il s'agisse de catégories sociales ou lobbys. Un échec, une difficulté avec cette administration est perçu comme l'effet de l'influence de ces forces hostiles : "certains tiraient les ficelles" (Toussus le Noble), "il faudrait étudier les ramifications par les hommes, il y a des fils de cheminots ..., il y a les élus de villes de l'industrie du chemin de fer ..." (Yonne). Tout semble se passer comme si le notable situait dans les forces favorables ses interlocuteurs, ceux qui reconnaissent son rôle d'intermédiaire et dans les forces hostiles deux grands types : les lobbys de techniciens, d'ingénieurs ..., et les lobbys des entreprises nationalisées. Autant les ingénieurs et les technocrates se voyaient reprocher leur dédain et leur suffisance par les militants des nouvelles couches moyennes, autant les notables, surtout d'une certaine sta-

ture, semblent leur porter du mépris. Leur volonté de rechercher du pouvoir dans la technique et la compétence est flétrie, alors que le rapport "politique" est valorisé.

Enfin, les entreprises nationalisées, et principalement la SNCF, l'Aéroport de Paris, l'EDF .., dans la mesure où elles sont rarement les interlocuteurs des notables, font l'objet d'une conception extrêmement négative. Elles se voient taxer de véritables lobbys, investissant toute leur énergie dans des tentatives, dans des pressions malhonnêtes vis-à-vis de l'administration, du gouvernement, des Chambres ... Elles ne seraient mues que par des considérations de prestige personnel, dont l'origine se situerait dans le corporatisme d'ingénieurs et de technocrates. Elles sont dotées d'une force et d'une puissance qui leur suffiraient à justifier leur légitimité qu'elles s'emploient à valider à grand renfort de publicités, "d'informations plus ou moins justes" et toujours "orientées" ... Phénomène qui est confirmé par leur non respect des lois et des procédures qui sont imposées au secteur privé et que même les administrations s'imposeraient à elles-mêmes.

2.2.2.5. Une population riveraine qui adhère à l'action des notables

Pour les notables la population riveraine est d'abord le référent de leur action. Elle est conçue d'une manière anonyme, indifférenciée ("les gens", "la population" ...), tout au plus peut-elle être caractérisée par ses grandes dominantes socio-professionnelles : "les paysans", "une population de cadres". Elle est perçue d'abord à partir de son incapacité à faire face, ou à réagir par elle-même à la situation, créée par la décision du projet : "sur le terrain c'était l'écrasement, l'abattement ..." (Yonne). Ce qui permet au notable de valider son action d'opposition et surtout la manière dont il perçoit celle-ci. La population riveraine est considérée a priori comme plutôt réticente vis-à-vis de l'action d'opposition. Bien sûr, il existe une différence entre les situations où une mobilisation de militants, notamment des nouvelles couches moyennes ou de la paysannerie, existe et celles où aucune mobilisation n'a lieu. Dans les premiers cas deux types de réticences sont mises en avant : a) l'inaction du grand nombre, même si un mouvement d'opposition existe, ce qui conduit à dénoncer la faible représentativité des opposants-militants ; b) une tendance à recourir à des initiatives inefficaces ou dangereuses, "de la littérature !". Le notable opposant se perçoit alors comme le représentant légitime de ceux qui ne "bougent pas", notamment face aux militants, et comme celui qui doit imposer une démarche d'opposition aux militants, et cela en s'appuyant sur sa représentation de toute la population riveraine, et sur son expérience. Dans le second cas, il s'agit de mettre en évidence que : "les gens s'endorment, ils se disent, ça va passer ailleurs" (Yonne), "les gens ne veulent pas se battre" (Yonne), "pour bouger les paysans ..., c'est très dur, il ne faut pas se leurrer, le temps des Jacques c'est fini"

(Yonne), "ce n'est pas au niveau de la population que ça s'est passé..." (Toussus le Noble). Dans ce cadre le notable considère qu'il doit défendre les "vrais intérêts locaux", malgré la population, ce qui d'ailleurs n'est pas une attitude originale puisque c'est la même conception qui est mise en évidence par les notables qui ont soutenu le projet.

Une telle conception ne peut que valider alors un modèle d'opposition basé sur un certain type de rapport d'adhésion à l'action du ou des notables : "la population adhère, elle adhère par les cotisations, par la présence à des réunions, par une aide que peuvent donner certaines personnalités des communes, des spécialistes, des techniciens ..." (Toussus le Noble).

2.2.2.6. Chaque opposition est conçue comme un cas particulier

"Chaque cas est à étudier sérieusement comme nous l'avons fait pour Toussus le Noble", aussi n'existe-t-il aucune conception générale qui fournisse le "sens" de l'action d'opposition. Ou alors celle-ci est tellement universelle qu'elle en perd son efficacité : "le progrès, c'est-à-dire la promotion de l'homme, son épanouissement" (Toussus le Noble).

Un cas particulier c'est d'abord une population locale ou un lieu, "banlieue résidentielle", "la qualité de la vie à Chateaufort", voire un site : "j'en ai entendu parler par le site de Cluny, parce que je m'intéresse à toute cette région, c'est une très belle région ..."; vis-à-vis duquel le projet est sensé poser des questions précises, telles que les nuisances : "60 000 mouvements d'affaire, dont un tiers d'avions à réaction, des Mystère 20 ..., il y en a eu un de basé à Toussus, à chaque fois qu'il décollait il faisait un bruit assourdissant", "les communes ont adhéré sur des questions de nuisances pures et simples" (Toussus le Noble) ; de même que celles du cadre de vie, ou de l'environnement : "ne pas bouleverser un environnement qui a été préservé ...". Aussi peut-on inciter le décideur à choisir un autre site : "il s'agissait de faire reconnaître Toussus comme lieu de loisir et de tourisme aérien" et de ne pas fermer le Bourget, transformé en aéroport d'affaires" (Toussus le Noble).

L'absence de conception générale s'exprime tout particulièrement dans le domaine des transports. Là où les militants analysaient une politique des transports et proposaient des alternatives, les opposants notables tentaient plutôt de renvoyer un "besoin", vers d'autres solutions en matière de transport. Ces autres solutions présentent avant tout l'avantage de montrer la possibilité d'éviter le projet en question, mais elles ne font pas l'objet d'une hiérarchie dans une échelle de nuisances, d'utilité publique, etc... Ainsi, pour éviter la ligne nouvelle du TGV, on s'appuie sur l'existence d'autoroutes, de routes, d'infrastructures aériennes, on préfère la solution du canal Rhin-Rhône pour désengorger l'axe Nord-Sud SNCF, etc... Pour éviter l'aéroport de Toussus le Noble on ne remet pas en cause le dé-

veloppement de l'aviation d'affaire, et l'on propose le Bourget ("plus dégagé") ou des aéroports "plus éloignés des zones urbaines"... De toute manière, à aucun moment il n'est question, pour les notables, d'adopter une conception du système de transport... "il n'y a pas de prise de position en matière de transport aérien..." (Toussus le Noble).

Enfin, cette absence de conception générale conduit à une conception de l'argumentation et du débat qui se situe, sous la pression qu'exerce l'Etat, dans son mode de légitimation du projet, au niveau des indices, des courbes de rentabilités, des calculs prospectifs, etc.. Le mode de justification de l'Etat, rentabilité, économie, productivité ..., n'est pas remis en cause, c'est uniquement son application au projet précis qui fait l'objet d'une controverse, qui pour être crédible conduit au recours à des spécialistes faisant autorité, même du point de vue du décideur (exemple de "Peat, Marwick, Mitchell et co consultants"). Il faut remarquer une différence profonde de conception avec les militants des nouvelles couches moyennes, là où ces derniers recherchaient des contre-analyses techniques, voire scientifiques, à partir d'une adhésion bénévole de spécialistes de renom (cette adhésion bénévole constituant d'ailleurs un argument en soi de la justesse du point de vue de l'opposition), les notables requièrent quand c'est possible les services bénévoles de spécialistes de la population riveraine (Toussus le Noble) et lorsque cela est impossible commandent ces recherches à des cabinets de consultants, ou des bureaux d'étude, comme n'importe quel autre acteur économique, politique, etc...

2.2.2.7. Une conception qui implique une démarcation vis-à-vis des porteurs de conceptions générales

Une démarcation est nécessaire de la part des notables opposants vis-à-vis des militants. Elle doit être d'autant plus importante que le conflit est ouvert entre ces deux acteurs sociaux. C'est au travers d'une critique des écologistes (et non de l'écologie) que s'opère le processus. Le premier reproche fait à ceux-ci concerne leur adhésion à un "système" de transport qui implique une hiérarchisation "rigide" entre les différents moyens correspondant plus à des considérations d'ordre général, des principes, qu'à la concrétisation de certaines réalisations localement. Ainsi, certains peuvent-ils être conduits à choisir la ligne nouvelle du TGV plutôt qu'une autoroute parce qu'ils n'étudient pas l'impact local de la ligne nouvelle, alors que les autres tout en dénonçant le projet ne mettent pas tout leur poids dans l'opposition au nom d'autres priorités (autoroutes, nucléaire ...). Le second reproche est porté à l'encontre de leur référence constante au système social global, ce qui implique une critique de la société globale, que refuserait une partie de la population et principalement les paysans ... Le troisième élément de démarcation consiste dans le refus des écologistes de répondre sur le plan de l'argumentation étatique, et d'opérer des remises en cause de principe vis-à-vis des arguments en terme de rentabilité, de besoin... Ainsi, "il y a des choses que l'on

sera obligé de faire même si écologiquement c'est désastreux" et "les écologistes n'ont pas le sens de l'économie ..., il faut contester des choses, mais il faut proposer autre chose à la place..." (Yonne). Enfin, la manière dont les écologistes diffusent leurs conceptions dans les mouvements d'opposants est considérée comme une sorte de repoussoir pour certaines couches sociales, notamment paysannes, et faciliterait plutôt l'action des décideurs.

2.2.3. La pratique des mouvements traditionnels confirme et renforce le rôle des notables

2.2.3.1. Interventions et négociations directes avec l'Etat

L'élément le plus valorisé concerne l'intervention et la négociation directe avec l'Etat. Comme cela a déjà été mis en évidence, cette pratique a d'autant plus de valeur qu'elle accède au niveau le plus élevé de l'Etat, si possible le gouvernement, le premier ministre, voire le président de la République. Pour être mise en oeuvre elle nécessite l'utilisation de toutes les capacités et de tous les moyens dont dispose le notable et plus particulièrement son réseau de connaissances, ses "amis". Et si les notables se trouvent dans une concurrence difficile avec les militants, c'est sur le monopole de cette négociation qu'ils conçoivent que leur lutte est la plus importante et leurs prétentions les plus légitimes : aux militants l'agitation, la propagande ..., aux notables la "négociation en profondeur".

2.2.3.2. Des dossiers pour négocier

La constitution et la diffusion de matériel et tout particulièrement de dossiers, d'études, etc., sont conçues comme étant un élément de cette négociation-intervention directe auprès de l'Etat. Aussi sont-elles pensées comme devant être rédigées dans les termes et sous une forme qui soit adaptée à cet objectif. Dans certains cas le matériel sera édité, mais plus souvent il s'agira de dossiers évolutifs, ne servant qu'au cours des négociations. Pour réaliser de tels dossiers, les notables considèrent l'obtention de documents officiels comme essentielle, plutôt que de les "arracher" par des manifestations, ils s'emploient à les obtenir par des négociations personnelles ou par la mise en oeuvre de leurs réseaux de connaissances. Dans la mesure où le traitement de ces documents nécessite un niveau de compétence élevé, on assiste au recours à des bureaux d'étude, consultants..., même si cela devait affecter la quasi totalité des moyens de leur association.

2.2.3.3. La préférence des procédures institutionnelles

Un certain nombre de moyens institutionnels sont conçus également comme pouvant accompagner leur démarche : les médias et les conférences de

presse constituent un moyen de pression directe sur une administration, ou des entreprises nationalisées qui voudraient limiter le champ de négociation des notables opposants. L'accès aux médias étant souvent perçu comme un signe de représentativité, il doit permettre de s'affirmer en face de l'Etat, comme interlocuteur potentiel pour une négociation. L'utilisation des procédures d'enquête d'utilité publique, comme certaines actions "pondérées et modérées" telles que pétitions, rassemblements..., se voient de même attribuer la fonction de confirmer, voire de renforcer cette représentativité personnelle du ou des notables opposants. Enfin, la procédure juridique est à la fois considérée comme moyen de dénouer certaines situations difficiles, mais plus souvent d'étendre le champ des interventions-négociations vis-à-vis de l'Etat.

Il existe une hiérarchisation de ces moyens dans cette conception qui dépend à la fois de l'envergure des notables et du degré de leur concurrence vis-à-vis des militants des mouvements globalisants. Ainsi, pour les notables de Toussus le Noble, dont certains jouissent d'une forte représentativité, et qui sont fortement concurrencés par les militants, la négociation directe avec l'Etat est de loin la plus valorisée, alors que pour ceux de l'Yonne, de moindre envergure et peu concurrencés, ce sont les procédures d'argumentation technique et l'action juridique qui sont considérées comme les meilleures ...

2.2.3.4. Une adhésion par des méthodes propagandistes

La conception de la pratique vis-à-vis de la population riveraine tourne autour de l'obtention d'une adhésion, d'un soutien. Les moyens qui sont alors considérés comme les plus adaptés sont constitués de matériels propagandistes, à la limite de type publicitaire, de réunions d'information, de l'utilisation des médias locales, etc.. Cette conception propagandiste va jusqu'à faire envisager la possibilité d'utiliser des professionnels là encore, sous la forme de permanents chargés de maintenir en éveil les populations. Aussi cette conception suppose une adhésion large et d'ensemble d'une population indifférenciée dont une des règles-clé serait un apolitisme total.

Cette conception est complémentaire de celle qui concerne l'action vis-à-vis de l'Etat, dans la mesure où l'adhésion est recherchée pour pouvoir être utilisée ponctuellement, "au bon moment", pour faire apparaître un consensus "derrière" les notables, dans des rassemblements, sur les registres d'enquêtes, etc., visant comme cela a été mis en évidence plus haut, à renforcer la position de l'opposition dans la négociation.

2.2.3.5. Les initiatives des mouvements traditionnels

La plus grande partie des initiatives des mouvements traditionnels consiste en des démarches. L'intervention de ces mouvements se trouve ainsi ponctuée et rythmée par les différentes interventions aussi bien au niveau des assemblées locales qu'au niveau de l'administration centrale, du gouvernement, ou des sociétés nationales (SNCF et Aéroport de Paris ...). Outre ces interventions-négociations, une autre part des initiatives consiste dans l'utilisation de toutes les procédures institutionnelles mises à la disposition des notables : recours juridiques, saisie de toutes les instances consultatives possibles, articles dans la presse, utilisation du droit de réponse, etc... Vis-à-vis de la population riveraine, les mouvements traditionnels cherchent avant tout à marquer leur présence. Ils participent de manière contradictoire aux réunions organisées par les militants des mouvements globalisants, lorsqu'il y a concurrence... Ils organisent eux aussi quelques réunions d'information de telle manière à présenter leur point de vue .. Ils diffusent des tracts, plaquettes, affiches, afin là encore de maintenir l'attention et l'adhésion d'une population laissée passive, même si parfois elle est invitée à des rassemblements de protestation symbolique ... Toutefois, il faut remarquer l'influence sur le plan des initiatives de la diffusion des pratiques des mouvements globalisants. Ceci se traduit de manière contradictoire d'une part, par des rejets d'actions considérées comme provocatrices, inefficaces (Vaumeilh et Toussus le Noble) d'autre part, par des tentatives d'intégration de certaines formes qui finissent d'une certaine manière par s'imposer comme faisant partie d'une sorte de modèle de tout mouvement d'opposition.

2.2.4. Des organisations qui donnent tout pouvoir aux notables

Les mouvements traditionnels sont composés d'organisations qui donnent aux notables toute maîtrise sur la direction, c'est-à-dire la nature des activités, le choix des initiatives, le monopole de la négociation, l'intégration ou le rejet d'autres composantes, etc... La forme coordination ou comités de liaison de structures professionnelles ou locales apparaît la plus adaptée, dans la mesure où ces structures sont, soit directement des structures existantes, telles que syndicats FDSEA, CDJA, municipalités, soit des structures calquées sur les structures existantes : "ce qui a permis de prendre en main certaines organisations professionnelles agricoles" (Yonne), "toutes les communes concernées par les nuisances se sont groupées" (Toussus le Noble), "un certain nombre de communes se sont groupées et associées à nos associations de défense" (Yonne). Le noyau de coordination, ou de liaison est conçu comme un lieu où s'opère un savant dosage des représentants professionnels, expropriés, propriétaires, maires, etc., et de personnalités (experts, universitaires ...), où les notables entendent pouvoir mettre en oeuvre la propre structuration du système notabiliaire, donnant ainsi le plus grand poids à ceux qui ont la plus grande envergure ... Cette conception conduit à penser des organisations complexes où

les circuits de relations entre structures locales, professionnelles..., sont essentiels et conçus comme relevant du rôle des notables, ceux qui sont reconnus par tous. Aussi, lorsque l'on a affaire à une concurrence avec des militants des mouvements globalisants, c'est à ce niveau que les notables conçoivent qu'ils doivent faire porter leur action, et imposer, par ailleurs, une structuration beaucoup plus forte que celle que connaissent les organisations des mouvements globalisants.

III - LE CONFLIT POUR L'HEGEMONIE ENTRE CES DEUX TYPES DE MOUVEMENTS D'OPPOSANTS

Les mouvements recourant à la globalisation visent à participer d'un processus de mobilisation autour d'un enjeu central, qui pose la question de l'orientation du système social. Les mouvements traditionnels s'appuient sur les rapports qui structurent le tissu social existant, notamment en zone rurale, pour imposer un mode de résolution de l'enjeu qui passe par une négociation entre des notables et leur partenaire privilégié, l'Etat.

L'émergence de ces deux types de mouvements sur les mêmes conflits révèlent des contradictions sociales à l'oeuvre dans chacun des contextes locaux, qui se traduisent par une concurrence, voire des conflits qui ont pour objet l'hégémonie de l'une ou l'autre de ces composantes. De fait, on assiste dans cette recherche à deux grandes configurations, l'une d'elle ne donnant lieu à l'apparition que de mouvements globalisants, alors que la seconde est constituée par une concurrence ou des conflits entre les deux composantes. C'est pourquoi, il importe, dans le cadre restreint de cet échantillon, de faire le point de cette lutte pour l'hégémonie et de rendre compte de l'importance de chacun des types de mouvements avant de se livrer aux interprétations concernant leur émergence et les dynamiques qu'ils peuvent enclencher.

Afin d'éviter une répétition, on appuiera l'exposé de ce chapitre, principalement sur les productions des mouvements que ce soit sous forme de tracts, de dossiers, communiqués de presse, etc., qui constituent des indicateurs pertinents quant à la capacité de l'une ou l'autre composante à s'imposer.

3.1. La composante globalisante est hégémonique

On assiste à l'existence de trois mouvements globalisants ne subissant aucune concurrence de mouvements ou de composantes traditionnelles dans trois oppositions à des aéroports régionaux : Louvigny Saint Jure, Rouen-Boos, Notre Dame des Landes.

3.1.1. Louvigny Saint Jure

L'Association de défense contre l'implantation de l'aéroport régional de Louvigny Saint Jure se révèle clairement comme participant du type globalisant, aussi bien du point de vue de la problématique, que des pratiques, ou du mode d'organisation.

Une problématique qui se situe au niveau du "sens" du système social

La conception de la réalité sociale est présente dans toutes les publications de l'association. A titre d'illustration, en juin 1976, une lettre personnelle est envoyée à l'ensemble de la population, elle s'ouvre sur cinq paragraphes consacrés chacun à un ensemble de raisons générales, qui permettent d'exposer l'argumentation des opposants à l'aéroport. Celles-ci sont : "Raisons économiques", "aménagement du territoire", "raisons financières", "raisons écologiques", "raisons humanitaires". Au premier trimestre 1978, la plaquette diffusée est introduite par une dénonciation du "sens" de la société que "certains veulent imposer" : "une société américanisée où l'on fait croire que tout le monde prend l'avion pour déjeuner à Tokio, dîner à New-York et dormir à Paris". Une forme d'aménagement du territoire y est condamnée, celui du "béton", au sein duquel on voit s'accumuler des infrastructures inutiles, telle que l'autoroute Paris-Metz qui devait apporter des emplois et un coup de fouet à l'économie et qui, en réalité, est sous utilisé, déficitaire, et sans effet ; et des infrastructures inutilisées, tel que l'aérodrome de Chamblai "transformé en piste de karting". La réalité économique et sociale est rapidement brossée et qualifiée "d'effondrement complet" de la Lorraine.

Le pouvoir y est présenté comme : l'ensemble constitué d'une administration (qui dicte SA loi), de technocrates, et de "complices" : notables du "Conseil général et régional" et "de l'Assemblée nationale". Ce "pouvoir" pour imposer son projet utilise des méthodes qui excluent toute concertation avec la population intéressée. Les techniques d'évaluations utilisées pour justifier l'aéroport sont erronées, surtout comparées à d'autres données fournies par des spécialistes des transports. Le dossier technique est faible. Et surtout, on ne saurait parler d'intérêt général, puisque seulement "3 % des Français ... des catégories socio-professionnelles supérieures" prennent l'avion, alors que toute la population de la région subventionne, en comblant les déficits des lignes aériennes et en finançant les équipements ...

Une pratique assumée par un noyau militant très homogène

La pratique repose d'abord sur une équipe "soudée" et "amicale" d'une dizaine de personnes. C'est elle qui a pris en charge d'abord les dossiers, les étudie, a recouru à des experts, et recherche au sein de la population riveraine les compétences. Elle s'emploie actuellement à la

réalisation d'un dossier plus étoffé. Dès le départ, elle a multiplié les réunions d'information et de formation en s'appuyant sur un film qu'elle a réalisé elle-même, relayé depuis par des stands à la fête écologique de Metz, des tracts, des lettres et, dernièrement, la plaquette. Elle tente de renouveler le mode d'apparition et d'innover sachant qu'elle doit faire face à la lassitude de la population.

L'association a multiplié les réunions avec les décideurs et les services d'étude du projet, tels que l'OREAM, ainsi que les délégations auprès du Conseil général. L'équipe entretient de bons rapports avec les journalistes, ce qui lui permet d'exercer une pression permanente sur la presse régionale. Les initiatives les plus marquantes consistent en quelques manifestations, qui ont fait l'objet d'un soin particulier, afin d'éviter les déconvenues que rencontre, par exemple, le comité anti-nucléaire de Cattenom. Enfin, aux élections législatives, les candidats de l'association ont recueilli un score qui est considéré comme encourageant et instituant un nouveau rapport de force.

Une organisation dont le rôle principal revient au bureau

Le bureau d'une dizaine de membres qui dirige l'association a toujours réalisé des consensus sur les actions. Celui-ci semble être aussi à l'oeuvre dans chacune des structures locales. L'association joue un rôle actif au sein d'une coordination écologique régionale au sein de laquelle elle privilégie les liens avec les autres mouvements d'opposants (Cattenom et Carling). Elle entretient, en outre, des relations suivies avec d'autres structures d'opposants à des aéroports tels que Notre Dame des Landes et Narita ...

3.1.2. Rouen-Boos

Problématique

Le cadre que se fixe le comité est celui : "d'une véritable défense de l'environnement", de la lutte "contre l'élimination progressive de la nature", "contre les pollutions envahissantes", "pour la sauvegarde de la santé", "pour la protection du cadre de vie" et enfin "contre le bruit insupportable". Dans un texte qu'il publie le 24 novembre 1977, il exprime clairement la conception du pouvoir proche de celle de Louvigny Saint Jure et Toussus le Noble : le "pouvoir" est constitué d'un ensemble comprenant "la Chambre de commerce et de l'industrie", "certains politiciens", "un gouvernement qui a partie liée". L'intérêt général est contesté : 1) en fonction de la nature des utilisateurs ("caprice de quelques-uns") ; 2) par le manque d'intérêt d'un moyen de transport qui ne peut gagner qu'au maximum une demi heure dans les meilleures conditions, sur des turbo-trains plus rapides et fréquents ; 3) au regard des résultats de l'enquête d'utilité publique (5 700 contre et 70 pour, conclusions

négatives des deux commissaires enquêteurs) ; 4) par rapport au déficit d'exploitation des lignes aériennes payé à 70 % par les collectivités. Les méthodes du "pouvoir" et les procédures sont contestées : le préfet voit sa parole mise en doute, alors que la CCI est soupçonnée de malhonnêteté et même de mensonge : "elle agrandit à la sauvette la piste actuelle, le financement et les autorisations" étant "obtenues au bluff a posteriori", L'administration applique ses propres lois : "elle peut construire ce qu'elle veut, où elle veut". La décision d'utilité publique est prise alors que l'enquête concluait à la non-utilité. Ces appréciations semblent confirmées par les conclusions renouvelées du Conseil d'Etat qui s'est prononcé contre les décrets d'utilité publique, ce qui entraîne la "satisfaction de voir notre point de vue triompher ... on avait été écouté et pesé".

La presse, essentiellement Paris-Normandie, fait l'objet d'une conception très négative, puisqu'elle est soupçonnée de mentir et d'être aux ordres de la CCI.

Une pratique de longue haleine

Dès l'origine, le comité a une démarche de compétence et d'examen du dossier technique des décideurs. Les contributions de géologues, de pilotes, les études de transports, etc., permettent de mettre en évidence des faiblesses et des contradictions dans le projet d'aéroport, certaines ayant d'ailleurs été reprises par les commissaires enquêteurs. C'est largement sur cette contestation de la validité que le comité mène alors une action d'information et de formation dans les communes.

Un soin est apporté aux manifestations de masse, celle qui est organisée avant la première enquête d'utilité publique, permet de gagner la présence d'une centaine de tracteurs et de nombreux paysans, et la constitution de la structure d'opposition des exploitants agricoles. La recherche de l'innovation et le soin apporté aux initiatives sont considérées comme plus importants que la multiplication d'actions, qui faibles, ou manquant de sens pourraient desservir l'objectif poursuivi.

Les actions vis-à-vis du "pouvoir" ont consisté surtout en une utilisation de la procédure d'utilité publique, qui fut marquée de succès quant au rapport de force exprimé. Des rencontres avec le préfet ou certaines personnalités ont eu lieu aussi. Confronté à des difficultés entre les notables ruraux et son action, le comité s'est engagé dans une lutte ouverte avec ceux qui soutenaient le projet, utilisant chaque élection pour remplacer deux-ci par ses propres militants. La pression sur les journaux et principalement Paris-Normandie, s'est avérée très violente, avec par exemple une campagne d'affiches intitulée "Halte au mensonge!... ne comptez pas sur Paris-Normandie pour vous dire la vérité".

Les deux organisations

Le fonctionnement du comité repose sur des réunions-assemblées générales de 40 à 50 personnes, au sein desquelles se dégagent les consensus pour l'action. Le bureau, plus restreint, assure l'activité militante. Le comité est partie prenante d'une ébauche de coordination écologique, au sein de laquelle il assure un rôle de moteur sur le plan de l'expérience de l'action concrète. Le syndicat de défense des expropriés est directement issue de l'organisation militante locale des jeunes paysans, le CDJA.

3.1.3. Notre Dame des Landes

3.1.3.1. La problématique

La problématique du mouvement d'opposition va évoluer de 1972 à 1974 dans le sens de la globalisation. C'est surtout en 1974, à la fois pour des raisons tenant à l'avancement de la procédure, que pour des raisons de conjoncture, que cette globalisation s'affirme. Le processus se concrétise au travers de la constitution du comité d'action, celui-ci s'engageant dans la réalisation de plusieurs documents de diffusion de la problématique du mouvement. Les documents qui permettent de saisir à la fois l'évolution et la problématique, outre des tracts, des affiches, des articles de journaux (dans "Le paysan nantais", notamment) sont : "l'enquête agricole" (1) de l'ADECA, le montage diapositives, le dossier et le livre "Dégage !... on aménage" (2), tiré du dossier.

Globalisation : de l'outil de travail à un autre type de société

Le comité d'action, en affirmant qu'il élargit son point de vue de lutte au-delà simplement d'une question d'outil de travail .. pose d'emblée deux questions : 1) celle d'une globalisation qui a connu au moins deux formes, d'abord une forme qui consiste dans le fait d'amener l'enjeu sur le terrain de la défense de l'"outil de travail", c'est-à-dire celui de la défense des intérêts d'une couche sociale dans son ensemble, et non pas simplement de le laisser se situer au niveau de la propriété de la terre, ou des exploitations, etc.., ensuite une forme qui situe l'enjeu au niveau de la société globale ; 2) celle d'une globalisation qui, tout en étant de même nature que celle des autres mouvements globalisants, n'en revêt pas moins une grande spécificité dont l'origine doit être recherchée dans l'histoire et l'originalité du mouvement paysan nantais, qui a donné le jour aux "Paysans travailleurs" (3). Si l'enjeu est bien, là encore, situé au niveau de l'Etat, il prend la forme de l'opposition entre l'Etat et une autre agriculture, qui ne se définit pas comme profession ou corporation, mais comme élément d'un intérêt général qui doit être défini au travers de la maîtrise de la paysannerie sur ses conditions et son mode de vie, de travail, de vie culturelle et sociale.. et d'une articulation avec les autres classes dominées, dans le cadre d'un autre système social.

Pour les militants, "combattre" le pouvoir en place est le point de départ de leur mobilisation : "ce n'est pas parce que le pouvoir en place avait décidé quelque chose qu'on n'avait pas, nous aussi, les moyens de lutter contre, avec les moyens qu'on avait". Ce Pouvoir, certains l'avaient déjà combattu sous la forme de l'armée, dans le soutien qu'ils ont apporté aux paysans du Larzac ..., ou au niveau d'autres équipements, tels que les autoroutes ... Et, c'est toujours ce pouvoir qu'ils continuent d'affronter, en se portant aux côtés des opposants à la centrale nucléaire du Pellerin. Le Larzac est sur ce point plus qu'un simple exemple de lutte paysanne. Il est considéré et présenté, notamment au travers du montage diapo, comme le symbole même de la capacité de la paysannerie à lutter contre le Pouvoir : "Les paysans du Larzac, ils disent on s'est retourné et on a lutté contre le Pouvoir qui décidait que le camp militaire allait être étendu de 13 000 à 17 000 hectares... Ce qui a été chouette c'est qu'ils ont mis directement en cause le pourquoi de l'armée..."

L'agriculture et la maîtrise de la terre-outil de travail, opposés au pouvoir, sont définis comme lieu d'un autre intérêt général. Cet intérêt général est exprimé au travers de la coïncidence d'au moins trois types d'intérêts : 1) ceux d'une humanité qui a besoin de nourriture et donc d'un usage agricole du sol et d'une paysannerie efficace ; 2) ceux de toutes les classes dominées qui sont concernées par le type d'agriculture pratiquée, et par la nature de l'occupation du sol ; 3) ceux de la paysannerie toute entière au niveau de sa réalité collective et non d'un corporatisme étroit .. L'Etat, tout comme les appareils (notamment les syndicats...), ou les notables ..., se voit dénier la prétention à définir l'intérêt général, seuls les dominés, les "intéressés", peuvent y prétendre ... Est-ce pour autant une transformation, ou un renversement des rapports sociaux qui est en cause ? Pour certains militants sans doute, mais pour le mouvement, il semble plutôt qu'il s'agisse d'une revendication d'autonomie pour la "base", le social... C'est, en tout cas, ce que semblent poser les auteurs de "Dégage !... on aménage", en concluant : "Précisément il n'est pas besoin d'être journaliste pour faire de l'information, il n'est pas besoin d'être expert pour étudier un dossier. Le temps de l'innocence est passé. L'aplomb et l'insolence des discours de spécialistes ne font plus illusion. L'espace où nous vivons et travaillons ne leur appartient pas". (4)

La négation de la réalité particulière conduit à la nécessité de dissocier une conception collective de l'outil de travail et du contrôle de l'occupation du sol, d'une conception corporatiste "égoïste" de la terre propriété. C'est dans cette optique que l'enquête agricole insiste plus sur le caractère performant d'une région et d'une collectivité paysanne que sur les "drames" du vécu, les intérêts particuliers spoliés, etc...

Pour les militants, ce qui est en cause dans l'opposition à l'aéroport, c'est le "refus" de l'orientation de la société. Une orientation qui s'appuie sur une "rentabilité" ("qui n'est pas la nôtre", "qui n'a pas de sens"), sur un "développement" ("que nous ne souhaitons pas"), sur une "idéologie du progrès" ..., qui introduisent un "système social" qui n'est pas acceptable dans la mesure où il implique que : "centrales nucléaires, aéroports, autoroutes, équipements touristiques, rénovation urbaine soient imposés sauvagement aux populations locales qui voient s'engloutir dans le béton leurs souvenirs, leurs habitudes, leurs relations et souvent leur travail et leur santé" (5).

L'alternative pour le mouvement d'opposants se dessine en creux, dans le refus ponctuel d'équipements qui ne sont pas acceptables, dans la découverte que l'on peut s'opposer au pouvoir, dans la floraison de mouvements qui expriment un refus et une "autre logique" : "comme au Larzac, à Naussac, ou à Sisteron, nous nous battons ..." ; et que tous ensemble on peut contrôler soi-même l'affectation du sol et des ressources naturelles ..., et remettre en cause, comme le proposent les auteurs du livre, le vieil adage "chacun à sa place et les vaches seront bien gardées".

La dénonciation des méthodes du pouvoir

Le montage diapo, "Dégage !... on aménage", et le "dossier", constitués par le comité d'action s'attachent tout particulièrement à démontrer et à dénoncer les méthodes du Pouvoir. La démonstration est en direction des militants, de la population riveraine ou expropriée, mais aussi de tous ceux qui peuvent être confrontés au même type d'enjeu, d'où le recours à l'édition d'un livre.

Un tel Pouvoir signifie, ici encore, un Pouvoir qui agit sous l'impulsion d'intérêts privés et d'intérêts, ou de logiques, qui lui sont propres : "le projet est issu du patronat local et des administrations d'Etat. La préfecture a eu un rôle considérable tout au long du processus". (6) La mise en évidence des intérêts privés est appuyée sur les déclarations antérieures à la décision, émanant de la Chambre de commerce et de l'industrie de Nantes : "150 chefs d'entreprises ..." et sur la relation des "rivalités entre Nantes et les autres villes de l'Ouest", qui "... est l'aveu que le site de Notre Dame des Landes sert en priorité la Chambre de Commerce de Nantes, au détriment de celles des autres grandes villes" (7).

Les techniques et les méthodes des experts ou des technocrates reposeraient "sur une espèce d'idéologie du progrès" que les études viendraient "maquiller" a posteriori, d'une prétendue scientificité. Il suffirait alors d'une impulsion telle que la démarche de la Chambre de Commerce, ou "les phantasmes des PME locaux ..." pour que les technocrates mettent en oeuvre des techniques d'évaluation et d'analyse, qui n'ont

rien de scientifique, au plus des extrapolations injustifiables, des calculs très approximatifs, des assimilations abusives avec le "modèle américain", le tout dans un climat "d'irresponsabilité totale". Il s'agirait d'habiller par des études et des données techniques, un projet qui est conçu pour lui-même, dans une recherche de prestige pour les décideurs, comme pour les notables..., un "joujou" de technocrates comme "Concorde, La Villette ...". Lorsque la conjoncture internationale évolue et que toutes données techniques s'avèrent erronées, on produirait d'autres projets plus ou moins contradictoires, "parce qu'il faut faire quelque chose", et on tenterait jusqu'au dernier moment de valider, vis-à-vis des notables et de la population, des projets qui sont des réponses "magiques" à des problèmes que l'on ne sait pas résoudre, tels que la stagnation économique de la région nantaise.

Après avoir démontré la fragilité des principales données sur lesquelles s'appuient les experts, tels que les chiffres d'emplois créés par l'aéroport qui passent de 60 000 à 8 000 selon les estimations, sans que, d'ailleurs, aucun ne puisse être réellement validé, au dire des contre-analyses des militants, les documents produits par le mouvement critiquent tous violemment les procédures, qui sont mises en oeuvre, pour faire accepter le projet : manipulation de l'information, mensonge, pression sur les élus, mépris pour la population etc...

Les notables

Pour les militants, le pouvoir ne pouvait pas imposer sa conception de l'intérêt général, aux dépens de "l'intérêt réel" des populations, s'il ne bénéficiait pas du soutien des notables. Ceux-ci seraient de deux types. Il y aurait ceux qui se font les promoteurs du projet, les "canalisateurs de la décision" et qui, comme le sénateur-maire de Saint Herblain, M. Chauty, ou l'un des responsables de la Chambre d'agriculture, interviennent tout le long de la procédure, pour faciliter la démarche du Pouvoir : "Chauty est venu à la demande de la mairie et Berthelot à la demande du syndicat ; ils ne sont pas venus ensemble, mais ils étaient complémentaires. Leur rôle, pour l'aménagement, c'est d'aider au déménagement ..." (8). Enfin, il y aurait ceux qui ne savent pas faire autre chose que de suivre l'administration, par faiblesse ou par incompetence : "... ils n'ont rien fait depuis 15 ou 25 ans qu'ils sont au Pouvoir, pour trouver des emplois .., alors on leur parachute ça, très bien, on va innover, on va au moins être utile à quelque chose, ils sont gagnés à la chose, sans consultation des masses qu'ils représentent ..."

Les médias

Les médias font l'objet d'une analyse qui tente de dépasser le cadre des simples difficultés rencontrées par les militants dans leurs tentatives de faire passer leurs positions. Cette analyse comprend trois aspects principaux : 1) l'information joue un rôle très important dans un

processus de décision, tel que celui de l'aéroport, et ce rôle est encore renforcé lorsque le projet suscite une ou des oppositions ; 2) le pouvoir possède une stratégie précise vis-à-vis de l'information, visant à faire des médias un moyen d'obtenir le consentement des notables et de la population. Aussi, certains militants parlent-ils de "manipulations de l'information", surtout lorsqu'ils contestent "l'objectivité" d'émissions telles que celle de FR.3, au lendemain de la promulgation de la ZAD : "les réalisateurs de la télévision ont fait leur travail. Ils ont créé l'image de marque défavorable nécessaire, rendant plus difficile la phase de popularisation que va tenter l'opposition" (9). 3) les médias se révèlent incapables de rendre compte des processus qui émergent du social, ils sont dépendants des seuls discours émanant de sources reconnues, identifiées, telles que le Pouvoir, les notables, les organisations ..., aussi la réalité profonde d'un phénomène tel que celui d'une opposition ne peut que leur échapper et leur échappe ... Dans de telles conditions les médias, pour les militants, ne sauraient en aucun cas se montrer capables de déceler l'intérêt général autrement que dans le cadre du discours dominant, même lorsqu'elles tentent de rendre compte d'autre chose que des positions du Pouvoir ...

3.1.3.2. La pratique

Le sérieux et les connaissances techniques

Conscients d'un handicap vis-à-vis du Pouvoir, les militants vont porter leur effort sur une compétence et des contre-analyses qui n'aient rien à envier aux experts et aux technocrates. On assiste à deux périodes : Dans la première de 1972 à 1974, la "recherche" a lieu entre militants, avec les moyens du bord, en utilisant le plus possible les services techniques de la Chambre d'Agriculture et des syndicats agricoles. Au cours de cette phase les premiers éléments de l'enquête agricole sont réunis, des travaux sont menés avec la Fédération Française Contre Les Nuisances d'Avions, des voyages d'étude ont lieu à Roissy. Dans la seconde période, à partir de 1974, l'ADECA fait réaliser avec la Chambre d'Agriculture, l'enquête agricole proprement dite, par deux étudiants de Grenoble. Mais surtout, au même moment, le Comité d'Action constitue des groupes de travail sur le montage diapositives, puis autour de deux chercheurs-militants bénévoles, qui constituent un dossier complet sur le projet, sa justification technique, les indications retenues, etc.. Ces groupes de travail aident à la réalisation du livre et contribuent rapidement à une homogénéisation et à une diffusion de données techniques nombreuses et complexes.

Rapport pédagogique

Le noyau militant et surtout le comité d'action se perçoivent comme ayant un rôle d'impulsion et de formation. Les voyages d'étude à Roissy visaient à former et informer une population riveraine qui ignorait tout

des nuisances ou des extensions industrielles des grands aéroports. Le montage diapo, la projection de Kashima Paradise, le dossier, le livre sont autant d'éléments d'une démarche qui entend susciter une mobilisation sur la base d'une conviction et d'une adhésion à la démarche globalisante.

La recherche de l'originalité

La recherche de l'originalité s'est portée surtout sur les modes d'information et de formation : panneaux sur les routes, macarons, montage diapositives, livre .. Elle a tenté aussi de s'exprimer au travers de manifestations symboliques, telles que la manifestation des Maïs ... La principale question posée aux militants sur ce plan est que leur action doit se poursuivre sans trop user les forces disponibles sur au moins 14 ans, durant lesquels existera la ZAD.

Une pratique "minoritaire"

Si l'ADECA regroupe les 110 exploitants expropriables, il n'en reste pas moins que tout comme le Comité d'Action, sa pratique repose sur de petits noyaux. Ceux-ci assument totalement cette situation, en se référant à une dynamique qui se serait déjà exprimée dans le passé entre une action de militants qui poussent, informent, proposent ... et la prise de conscience, et des pratiques qui peuvent gagner la "masse", à certains moments critiques du conflit.

Les interlocuteurs

Si le pouvoir est considéré par le mouvement comme interlocuteur, l'essentiel de l'action à son égard s'est fait sur le mode de l'interpellation, la plus importante étant probablement celle que constitue l'édition d'un livre à vocation nationale. Auparavant, des démarches avaient eu lieu pour obtenir des informations sur le projet. Le principal élément d'une négociation éventuelle consiste dans l'enquête agricole, puisque les données qu'elle entend mettre en évidence se trouvaient absentes du dossier présenté par l'administration et, plus précisément, l'OREAM.

Les maires et les élus locaux ont fait l'objet d'abord de pressions, ensuite de vives critiques, après leur vote en faveur de la ZAD. C'est ainsi qu'en février 1974, l'ADECA écrit aux maires pour leur reprocher leur vote et leur poser des questions sur leur attitude. Ils se trouvent depuis régulièrement mis en cause, ou interpellés, à mots voilés, ou directement, dans tous les documents de l'ADECA, ou du comité d'action.

Les syndicats agricoles et la CFDT se sont vu demander un soutien et un refus de l'aéroport. Fort du soutien des Paysans travailleurs, puis de la FDSEA, le mouvement critique fermement l'attitude "spéculative" de la

FFA, et l'ambiguïté des déclarations de la CFDT qui va se trouver être l'objet de pressions répétées jusqu'à ce qu'elle change de position.

Sur le plan des médias, les militants interviennent fréquemment sous forme de communiqués de presse. Ils réalisent pour une série de journaux, périodiques locaux ..., des dossiers, visant à populariser leur action.

Les initiatives

Les principales initiatives sont celles qui ont contribué à diffuser l'information et à populariser l'action, tout du moins jusqu'à 1975. Les plus importantes consistent : a) dans la mise en place de panneaux sur les routes d'accès au site ; b) dans la diffusion dans la Région nantaise d'un macaron "Non à l'aéroport Ouest-Atlantique" ; c) dans la réalisation du montage diapositives et sa diffusion dans les différentes communes concernées, de même qu'à Nantes ; d) dans des réunions publiques avec des représentants de la Fédération Française Contre Les Nuisances d'Avions... ; e) dans la projection du film Kashima Paradise à Blain devant 500 personnes ; f) dans les voyages d'études à Roissy, puis à Vaumilh-Sisteron... ; g) dans des réunions d'information à Nantes et dans la région ; h) dans la diffusion régionale et même nationale de "Dégage ! .. on aménage", etc...

D'autres initiatives, surtout depuis 1975, ont tenté d'exprimer un rapport de force en face du pouvoir, comme c'est le cas pour la manifestation du "Maïs" en septembre 1974, mais surtout à l'occasion de chaque vente de terre, pour tenter de bloquer les préemptions de terres pour la ZAD, en 1975, puis en 1976 et 1977.

3.1.3.3. Les organisations

Les deux organisations constituant le mouvement d'opposants se veulent également autonomes et ce n'est que par un phénomène de consensus, ou à l'occasion de débats que leurs positions, leurs initiatives ... s'harmonisent.

Tout en se voulant totalement autonome et localisé l'ADECA et le comité d'action tissent de nombreux liens de solidarité et entretiennent de multiples contacts avec, d'abord, d'autres mouvements d'opposants à des projets d'aéroports : Vaumilh et Louvigny Saint Jure ; ensuite, avec des mouvements d'opposants à d'autres équipements : centrale nucléaire du Pellerin, autoroutes de ceinture de dégagement de Nantes, camp militaire du Larzac, barrage de Naussac ... ; enfin, avec des organisations écologiques, de riverains, syndicales, etc., si elles acceptent une conception semblable de l'intérêt général dans ce type d'enjeu : Ecologie 44, Paysans travailleurs, Fédération Française Contre les Nuisances d'Avions ...

Enfin, tout en assumant leur aspect relativement minoritaire dans l'action et le militantisme, les deux structures se révèlent beaucoup plus préoccupées de démocratie interne que les autres mouvements d'opposants étudiés ...

3.2. La composante globalisante est dominante, et une composante traditionnelle est regroupée dans une association : Vaumeilh

3.2.1. L'hégémonie de la composante globalisante

Un montage diapositives, les bulletins du GAER, Vaumeilh informations (ARAST), Vida nova Provence, le "Dossier Vaumeilh" et la plaquette "Quel avenir pour les Alpes du Sud ?" constituent les principaux moyens d'expression des conceptions des militants globalisants.

Le "sens" de la société est rapporté à la question de la région, c'est-à-dire d'un cadre (qualifié d'aménagement du territoire), qui conduit certaines zones à se développer toujours plus rapidement, alors que des régions, telles que les Alpes du Sud, connaissent un déclin ininterrompu depuis plus d'un siècle, conduisant à parler de désertification. Sous l'angle historique on rappelle "le soulèvement des rouges" (Dossier Vaumeilh), qui marque l'ouverture d'une période de repression et de regression économique, démographique, culturelle ... Sous l'angle économique et social, le Val de Durance constitue un exemple "typique" du déséquilibre qui s'instaure entre vallée et montagne, alors que l'ensemble de l'activité traditionnelle regresse, et que seuls l'industrie touristique internationale, les équipements lourds à vocation externe (barrages hydro-électriques de la Durance, autoroute Fos-Turin, aéroport de Vaumeilh, camp militaire de Canjuers ...), ou des industries très polluantes (Rhône Poulenc de Saint Alban) viennent occuper les vallées ou les zones désertifiées.

La conception du "Pouvoir", telle qu'elle est exprimée dans le "Dossier Vaumeilh", est encore celle d'un ensemble comprenant l'administration et ses experts, les "technocrates parisiens", les "industriels du tourisme", les "Chambres de Commerce", des "groupes multinationaux", les "entreprises de travaux publics", les "notables", notamment du "Conseil Général" ... appuyés par des élus locaux et des commerçants. L'argumentation contestant l'intérêt général est alors la suivante : a) refus d'un "tourisme de classe" ; b) le "grave déficit en perspective" conduisant à "des charges excessives pour les collectivités locales" ; c) un "préjudice considérable pour l'agriculture" ; d) "le leurre de la création d'emplois nouveaux" ; e) "aucune retombée positive pour le commerce local, mais de graves menaces" ; f) "de graves nuisances écologiques en perspective". Quant aux experts qualifiés de "maquignons d'une certaine idéologie qui a choisi notre région comme terrain de manoeuvre", ils voient la crédibilité technique de leur projet remise en cause par : 1) l'insuffisance des "surfaces dégagées autour de l'aérodrome" ; 2) "une étude inadaptée des

vents" ; 3) "l'absence d'analyse des conditions de visibilité.

Les notables, quant à eux, sont perçus comme les complices du "Pouvoir" puisque, ne se contentant pas de soutenir le projet, le Conseil Général s'en est fait le maître d'oeuvre.

Enfin, la conception du GAER donne une grande importance aux alternatives et contre-propositions, notamment dans le dossier "Quel avenir pour les Alpes du Sud ?" avec un contre-aménagement régional comprenant : 1) "restaurer une agriculture viable dans un environnement équilibré ; 2) "mieux utiliser les sols et les ressources naturelles" ; 3) "créer une industrie de montagne" ; 4) "susciter un tourisme de type nouveau" ; 5) "penser différemment les transports, ce qui signifie, d'une part "faciliter la mobilité des habitants" et d'autre part "ouvrir la région à l'extérieur", "en utilisant mieux les axes routiers", "en renforçant l'utilisation du chemin de fer", "en repensant la politique des transports aériens" (basés sur un système d'avions-taxis à Gap-Talard, la fermeture des petits aéroports de catégorie D, non rentables, et la mise en place de services publics hélicoptères à partir des plateformes existantes) ; 6) "améliorer le cadre, les conditions de vie et de travail ; 7) "lutter contre le gaspillage et les dégradations" ; 8) "créer des structures nouvelles d'animation". La pratique du GAER est également soucieuse de sérieux et de compétence, ce qui a conduit la structure à devenir une sorte de "contre bureau d'étude", qui s'est donné des modalités de confrontation élargie de ses propositions avec le mouvement "Vida nova" et une structure d'expérimentation écologique et de formation, le CATADAS. Confrontés à la complexité des problèmes de transport aérien et de technique de vol, ..etc.., les militants ont envoyé l'un des leurs, travailler sur l'analyse du projet, pendant trois semaines, avec des spécialistes du "Syndicat des pilotes de lignes". De même, ils ont établi des liens permanents avec les départements Economie, Géographie ..., de l'Université d'Aix-en-Provence, et des spécialistes en agriculture, ou agronomie, tels que René Dumont ... Les dossiers techniques produits par le GAER sont une sorte d'archétype de la pratique du dossier. Outre l'exposé des conceptions qui sont présentées plus haut, ils comprennent une analyse technique qui est le fruit du travail commun avec les experts, avec nombre de schémas, de plans, etc..., ils font, enfin, une large place à l'exposé des prises de positions des instances de décision, des conclusions de procédures, telles que l'enquête d'utilité publique, du résultat de certaines actions en justice, etc... plus qu'une arme contre le "Pouvoir", ils sont conçus comme un élément essentiel d'une action de formation et de prise de conscience des populations. Ce rapport pédagogique a mobilisé, ensuite, des équipes d'information qui, pendant de longues périodes, ont parcouru la région avec une "camionnette-information", le montage diapositives, etc...

Le caractère symbolique voire spectaculaire s'est exprimé par les manifestations-rassemblements : le premier, en juillet 1974, s'appuyait sur l'auréole toute fraîche du candidat "Ecologie", René Dumont, qui ani-

mait les débats, empruntait aux paysans du Larzac les cortèges de tracteurs dotés de banderolles chatoillantes, ainsi que l'exemplarité de leur lutte projetée à tous sous la forme du film "Gardarem lo Larzac", s'ancrait au mouvement culturel occitan par la présence de plusieurs chanteurs et la présentation par le Théâtre d'Aix-en-Provence de "Village à vendre". En août 1974, la seconde initiative colle encore au mouvement-phare du Larzac avec l'envoi d'une délégation d'une centaine de personnes au plateau. Enfin, en août 1975, la fête de Farigoule, multiplie les symboles avec la référence à un chant révolutionnaire du pays "Gavot" : "Plantarem la farigola, arrapa, arrapa, la mountania florira" (Nous planterons le thym, il s'enracinera et la montagne fleurira), et en déversant des tonnes de terre sur la chaussée sur le thème : "puisqu'on bétonne les terres agricoles, les paysans enterrent le béton".

Les militants du GAER, assument leur situation de minorité agissante, en revendiquant clairement la validité de l'action d'un petit groupe conscient, actif, efficace ... En fait, cette position est la conséquence d'une évolution significative puisqu'à l'origine et pendant deux ans, le GAER avait recherché à multiplier ses adhérents et surtout à faire vivre une structure de débat et d'action d'une cinquantaine de militants au sein desquels se trouvaient, notamment, des paysans modernistes. Et c'est du constat de l'impossibilité de faire cohabiter les différentes composantes que les militants les plus actifs ont tiré leur conception actuelle du GAER.

Sur le plan des interlocuteurs, il semble que le "verrouillage" qu'ont opéré les notables, en soutenant dès le départ le projet, a réduit considérablement les possibilités, aussi est-ce plus au niveau de l'établissement d'un rapport de force, notamment en suscitant la mobilisation de forces sociales dépassant largement la région, que les opposants du mouvement globalisant voient une issue au conflit. Ainsi, le vote contre le projet des conseils municipaux des 11 communes concernées, alors que les 11 maires sont pour l'aéroport, exprime à la fois un rapport de force en faveur des opposants, et le mur que constitue alors le corps des notables, des maires aux députés en passant par les conseillers municipaux.

L'utilisation des médias est à cet égard significative, puisque butant sur le blocage de la presse régionale et recherchant un rapport de force à la limite national (du type de celui du Larzac), les opposants vont exercer une pression fructueuse sur la grande presse nationale et même la télévision (une émission : "Le ver est dans le fruit").

Les autres éléments de l'établissement de ce rapport de force, outre les manifestations qui attirent quelques 1 500, puis 2 000 personnes venant de l'Occitanie, voire de Paris, de Lyon, etc., vont être constituées : 1) de l'utilisation de l'enquête d'utilité publique qui permet de déposer une pétition de 6 000 signatures issues elles aussi de l'Occitanie et de soutiens nationaux ; 2) d'une action en justice qui va finalement avoir

raison du projet ; 3) d'une diversification et d'un élargissement de l'enjeu, avec l'articulation d'une lutte contre une opération spéculative de chalets de montagne à Curban, puis d'une lutte pour un projet régional alternatif, enfin d'une expérimentation-formation sur des méthodes alternatives ... ; 4) de deux candidatures, d'abord aux élections cantonales, puis aux législatives, dont la première marque un succès certain avec 26% des voix pour le candidat du GAER, alors que la seconde donne un résultat plus modeste de 5% sur toute la circonscription ...

Du point de vue organisationnel, comme cela a déjà été exposé, on assiste au passage de structures larges, avec des préoccupations d'expérimentation et de restructuration locale sur le plan de la démocratie, d'une alliance, nouvelles couches moyennes-paysannerie moderniste, à des structures limitées et homogènes socialement, fonctionnant au consensus, reportant l'expérimentation et l'innovation sur son objet et non plus sur sa propre réalité organisationnelle. Le GAER produit alors les modalités organisationnelles : 1) d'un rapport ponctuel avec le mouvement de masse en créant "Vida nova" le temps d'une campagne électorale ..., plus tard le temps d'une lutte affirment les militants ; 2) d'un développement de l'expérimentation et de la formation en créant une structure propre le CATADAS (énergies douces, agriculture biologique...) dotée de permanents et organisant des stages à vocation régionale, voire nationale.

3.2.2. La composante traditionnelle exprime d'abord son refus du mouvement globalisant

Les notables de Vaumeilh se sont retrouvés dans une position délicate, en soutenant tous le projet d'aérodrome, laissant l'initiative de l'opposition et sa direction aux nouvelles couches moyennes. Ce n'est d'ailleurs que lorsque le phénomène apparut dans toute sa gravité pour le système notabiliaire, c'est-à-dire les rassemblements de 1974, que le Conseil général et député local, décide de s'abstenir sur le projet. Ce sont donc des urbains, selon un processus que décrivent M. Marié et J. Viard (10), qui sont appelés à la rescousse par les paysans traditionnels pour jouer un rôle de notable et prendre la direction d'une structure d'opposition propre, le Syndicat des Expropriés. Celui-ci correspond au modèle des mouvements d'opposants qui se sont développés dans les années 50, contre les projets de barrages hydro-électriques.

La constitution tardive de cette structure, la faiblesse des notables potentiels, ainsi que le profond clivage entre paysans traditionnels et paysans modernistes, la dynamique jusqu'alors inconnue des nouvelles couches moyennes, l'émergence de mouvements de type globalisant ..., contribuent à ne laisser à ces notables opposants qu'une faible influence.

Les conceptions développées au sein du syndicat des expropriés n'ont que peu d'efficace, elles ne rencontrent un écho que dans la mesure où, sur certains points, elles font écho à des contradictions locales profondes : dénonciation du rôle des moyens paysans modernistes, dénonciations du jusqueboutisme et de l'extrémisme...; et où, sur d'autres, elles rassurent la prudence des petits et moyens paysans traditionnels menacés, et leur crainte de l'Etat : la position de principe étant, non au projet d'aéroport ! et négociation dans la meilleure position possible lorsque cela sera inéluctable. Sur le plan de la pratique, la composante traditionnelle n'a pas eu la capacité, ou l'occasion de s'imposer, aussi s'est-elle contentée de suivre les initiatives de l'ARAST sur le plan juridique. Enfin, la structure organisationnelle du syndicat apparaît tout à fait traditionnelle, en donnant un large pouvoir au président et à quelques personnalités paysannes, sans que l'on ait affaire à un réel fonctionnement interne de cette structure.

3.3. Les deux composantes s'affrontent et réalisent des compromis : Toussus le Noble

A Toussus le Noble il existe une histoire de la lutte entre les différentes composantes pour gagner l'hégémonie. Depuis le début les militants des nouvelles couches moyennes, très majoritaires dans l'ADRAT, diffusent les conceptions, la problématique, les pratiques et les formes d'organisation correspondant aux mouvements globalisants. Leur action se trouve appuyée et renforcée (non sans tensions et contradictions) par le groupe informel de militants de gauche (PSU et GAM) qui, selon les périodes, se trouve à l'intérieur ou à l'extérieur de l'association, et qui intervient aussi toujours vis-à-vis du conflit pour l'hégémonie au sein du mouvement d'opposants, et au sein de l'ADRAT, puisque celui-ci passe au travers de l'organisation. Mais, depuis le début aussi, des notables sont présents dans le mouvement et ne partagent pas la démarche de la composante globalisante. Forts de l'appui de certaines couches sociales dans la population riveraine, ils entendent développer leur propre démarche. Ainsi, chacune des composantes va utiliser les erreurs et les contradictions de l'autre pour réaliser des rapports de force au sein du mouvement d'opposants, qui lui permettront de réaliser des compromis lui donnant une certaine dominance, voire une hégémonie.

3.3.1. Succès et échecs de la composante globalisante

Succès de la problématique globalisante

La diffusion de la conception de la réalité sociale peut être appréciée par l'étude du bulletin ("Nous sommes là!").

La globalisation consiste à situer l'enjeu au niveau de la politique du Pouvoir en matière d'aménagement, telle qu'elle s'impose dans la ré-

gion parisienne. Le projet de Toussus le Noble, aéroport d'affaire, serait le projet d'une urbanisation surconcentrée au niveau d'une seule région, alors que d'autres régions se désertifient. Ce serait le projet d'une politique d'industrialisation qui conduit à créer encore plus d'emplois dans cette même région, alors que d'autres régions perdent toujours plus les leurs. Ce serait le projet d'une société qui mise tout sur la production de marchandises, la rentabilité, la "surenchère économique", le "progrès", même si c'est "au risque de mort" ... Ce serait le projet, enfin, d'un système de fuite en avant qui conduit à aller toujours plus vite, donc à privilégier des moyens de transport tels que l'aviation, même si cette vitesse n'apporte plus rien en fait à cette société.

En situant de cette manière l'enjeu, les militants désignent un adversaire permanent qui est le Pouvoir. Celui-ci dépossède la population de la maîtrise du type de développement et organise, au jour le jour, cette concentration, toujours plus grande de la région parisienne. Il a décidé le Schéma Directeur de la Région Parisienne. C'est lui qui, pour transporter ces gens, décide de détruire les forêts, les sites (A86, A87 et B12) pour réaliser des autoroutes, rocades, radiales..., puisqu'il a décidé aussi de ne pas développer les transports en commun. Il crée des zones d'affaire, telles que la Défense, et qui, de ce fait, doit réaliser des "aéroports au coeur des villes" pour desservir ces zones. Le Pouvoir déciderait que, au nom de priorités qui sont les siennes, certains voient leurs exigences toujours satisfaites, quel qu'en soit le coût pour la collectivité.

Aussi, les mouvements d'opposants ne peuvent être que des mouvements qui militent pour une autre orientation de la société. Pour une société décentralisée, déconcentrée, dans laquelle le Pouvoir local pourrait s'exercer ; dans laquelle des solutions rationnelles seraient trouvées pour répondre aux besoins de tous : transports en commun, désurbanisation, création d'activités en zones rurales ..etc.. Une société dans laquelle de nouvelles pratiques devraient naître, avec d'autres rapports entre les individus, des rapports de solidarité, d'entraide, etc.. La richesse associative de la région préfigurerait déjà l'embryon de ces pratiques, et l'émergence de militants de la vie sociale montrerait que déjà une société civile est en train de se recréer là où l'urbanisation menaçait de tout détruire.

La "sauvegarde d'un environnement de qualité (Vallée de la Bièvre, Vallée de Chevreuse, la ville nouvelle ...)" se trouve omniprésente, non que ce soit pour la défense d'intérêts "égoïstes" mais pour la population parisienne qui trouvera dans les années à venir de véritables poumons verts dans ces zones préservées. Mais il semble que, d'une manière générale, l'argumentation écologique soit largement estompée par une approche plus urbanistique. Marquant ainsi, sans doute, son ancrage dans les luttes urbaines concrétisées par une adhésion à la FUT (Fédération des usagers des

transports) et des liens avec les comités de lutte contre la A86, le bulletin de l'ADRAT dénonce successivement dans des articles spécifiques : "l'urbanisation galopante", "l'encerclement de la Région parisienne par des aéroports", "les aéroports au coeur des villes", "la non-sécurité aérienne au-dessus de Paris", la politique des voies rapides et des rocades (A86-87, B12) se déclarant "favorable aux transports en commun", etc... En matière de politique des transports, on insiste sur une remise en cause des prévisions de développement de l'aviation d'affaire, et on se déclare de chauds partisans du train, notamment du TGV.

Les analyses du "Pouvoir" illustrent parfaitement les conceptions des militants de mouvements globalisants : il est présenté comme un ensemble constitué de l'administration, de technocrates, mais surtout d'éléments "durs", l'Aéroport de Paris, la Chambre Interdépartementale du Commerce et de l'Industrie et le ministère ou le secrétariat d'Etat aux transports, surtout à l'époque de M. Guéna. Celui-ci se voit contester sa prétention à l'intérêt général ou à l'utilité publique, d'abord parce que seulement 4 % de gens utilisent l'avion, que un seul Boeing 747 pollue autant que 3 000 voitures, qu'il agit au nom des "intérêts et des privilèges financiers qui se dissimulent derrière tout ce qui touche à l'aviation...", qu'enfin, il fait fi de "l'intérêt général exprimé massivement par une population". Les procédures sont sévèrement critiquées, notamment l'utilité publique, qui ne tient pas compte des milliers de dépositions faites dans les 10 communes où elle est menée, alors "qu'au moins 25 communes sont concernées par le projet". Il fait preuve d'une obstination à toute épreuve, en détournant à plusieurs reprises les garanties obtenues par les opposants et, à cet effet, il tend à s'appuyer sur des dossiers techniques erronés, ou tronqués, concernant les mesures de bruit, la localisation des ILS, les circuits d'attente, la sécurité, notamment en ce qui concerne le voisinage du Centre nucléaire de Saclay" ... Il n'hésite pas à avoir recours à la répression.

Enfin, la population à majorité de nouvelles couches moyennes est conçue comme la "fraction mutante de la population, absolument déterminée à réagir contre les excès de la vie moderne"... ce qui n'empêche pas multiples articles de s'élever contre l'apatie, la passivité, l'inconscience de la grande majorité ...

Une pratique militante

La pratique du sérieux et de la compétence, s'inscrit déjà au niveau des moyens organisationnels conduisant à la création de commissions spécialisées : "technique", "juridique", "presse", "information-bulletin", "élections", "contacts", et dans des appels constants pour que les "compétences se fassent connaître". L'institution du rapport pédagogique passe clairement dans le bulletin, dans lequel se trouvent des articles purement techniques avec équations, tableaux, plans, définitions, etc., sur "les

mesures de bruit" (en fait 2 grands dossiers), les "circuits d'attente", "l'I.L.S.", le "déplacement de Guyancourt", "ce qui se passerait en cas d'accident sur Saclay", etc.. De même que de nombreuses réunions d'informations ont consisté à expliquer le fonctionnement de l'ILS.

L'innovation, elle, s'exprime dans la recherche de symboles pour chaque grande manifestation de masse : "enterrement de Monsieur Silence", "brûler les Jets", "Toussus pistes ouvertes" ..., ainsi que dans des initiatives peu courantes, ou spectaculaires, comme les grèves administratives des 25 mairies, les concours de dessins d'enfants "sur les nuisances de Toussus", ou "l'interdiction de séjour" de M. Guéna sur la commune de Villiers le Bâcle ...

Le débat sur l'utilisation de la violence a été présent tout au long de l'histoire de l'ADRAT et du groupe des militants de gauche. Certains se firent les partisans d'actions de commandos, d'autres "d'une certaine violence de masse", mais en fait, la pratique a plutôt toujours été clairement non-violente, comme lors du "Sit-in" de Versailles.

Les notables et, surtout les conseillers généraux, les députés et les sénateurs, ont fait l'objet de pressions constantes, le groupe des militants de gauche n'hésitant pas à organiser une manifestation devant la mairie de Vélizy à l'intention d'un député jugé trop tiède, et l'ADRAT participant au renversement du Conseiller général de Jouy-en-Josas, favorable au projet ... Le Conseil général fut, lui aussi, l'objet de multiples sollicitudes avec l'envoi de délégations massives, d'interventions qui conduisirent à l'interruption de plusieurs séances. Les syndicats et, surtout les partis politiques, furent sans cesse amenés à se prononcer, notamment vis-à-vis de lettres ouvertes aux candidats lors de chaque élection, y compris les candidats Mitterand et Giscard d'Estaing, qui durent chacun répondre aux questions de l'ADRAT lors de leurs dernières conférences de presse.

La presse, elle aussi, fit l'objet de multiples initiatives, surtout "Les nouvelles de Versailles" à qui l'ADRAT reprochait ses positions en faveur de l'aéroport d'affaire dans les premières années, et la télévision, accusée plusieurs fois de tronquer les déclarations des présidents de l'association. Les démarches auprès des grands quotidiens et hebdomadaires nationaux furent couronnées de succès (Le Monde, Le Figaro, l'Aurore, l'Express ...), ce qui fut facilité par le fait que des éditorialistes, tels que Raymond Aron, fussent résidents dans cette région.

L'organisation : un compromis favorable

L'organisation de l'ADRAT, constitue un compromis plutôt favorable à la composante globalisante, ce qui est important alors que l'on sait qu'elle a constitué un enjeu important entre les différentes composantes. Les comités locaux se virent ainsi qualifiés "d'éléments permanents d'action de réaction et de défense des populations face à la politique de grignotage de l'administration". Au terme d'un débat brûlant sur la démocratie, les comités locaux se trouvèrent majoritaires au conseil d'administration et au bureau de l'ADRAT. Enfin, commissions techniques et "groupe de contact et de surveillance" constituèrent les structures adaptées à des fonctions spécialisées. Toutefois, contrairement à d'autres associations, l'ADRAT se présente comme une structure assez complexe et centralisée, ce qui a eu pour effet l'autonomisation du groupe des militants de gauche, et qui peut, sans doute, être attribué au conflit entre la composante "notables" et les militants des nouvelles couches moyennes.

La solidarité et la convergence sont marquées par une participation et des responsabilités au sein de la Fédération Française Contre les Nuisances d'Avions, une structure regroupant les opposants d'Orly, de Roissy et de Toussus, la FUT, les comités contre la A86-87 ..., et des relations suivies avec les Amis de la terre et les Amis de la Vallée de la Bièvre.

3.3.2. Une composante traditionnelle qui monopolise et contrôle certaines phases du conflit

Les notables les plus impliqués dans l'opposition à l'aéroport de Toussus le Noble font partie, pour la plupart, de la bourgeoisie moyenne. Ceci rend compte de la réalité sociale et électorale de cette région, où même si la population s'est beaucoup transformée, et si le pouvoir de ces notables s'est amoindri, cela n'a pas conduit dans la plupart des cas à des bouleversements quant à la composition sociale des élus. Seuls les secteurs de Trappes-Guyancourt et Massy-Palaiseau, sont représentés par des élus et des notables issus du mouvement ouvrier. Ils ne cherchent pas à remettre en cause le poids des notables de la bourgeoisie moyenne dans le mouvement d'opposition, dans la mesure où, pour eux, la lutte de Toussus le Noble ne saurait constituer un enjeu correspondant au mode de légitimation de leur rôle d'élus.

La diffusion des conceptions des notables est toute entière contenue dans l'histoire mouvementée du conflit, ou de la concurrence, entre les composantes globalisantes et la composante des notables. On peut au moins distinguer 4 configurations, selon les périodes : a) d'abord, une cohabitation très concurrentielle entre quelques notables et un noyau de militants comprenant, notamment, les militants de gauche (PSU et GAM), qui tend à une suprématie de plus en plus apparente des militants sur les notables ; b) ensuite, s'appuyant sur des "erreurs" faites par les militants, les no-

tables gagnent la dominance au sein de l'ADRAT, alors que se constitue, à côté d'eux, le "groupe des militants de gauche" ; c) la dynamique des militants est la plus forte et, à la suite d'un débat victorieux sur les statuts de l'ADRAT, gagne une dominance de quelques années ; d) lors du dénouement, les notables remettent en cause le rapport de force, et il s'établit un compromis au sein duquel leur rôle est renforcé sans être vraiment dominant ... Toutefois, la période de "sommeil" qui suit conduit à ce que le compromis soit plus favorable aux notables, toujours en poste et en action, qu'aux militants qui tendent à se désinvestir, ou à se porter sur d'autres thèmes (comme le "groupe de gauche" ...).

Sur le plan des conceptions du cadre d'ensemble, comme on l'a précisé, les notables vont avoir tendance à laisser les militants exprimer leurs analyses et leurs problématiques. Seulement à certains moments critiques réussiront-ils à faire reprendre leurs conceptions par l'ADRAT, comme lors de la manifestation avec les "partis de gauche" de Vélizy, où ils imposent une affiche et un tract affirmant l'apolitisme de l'association.

Sur le plan de la pratique, les conflits se situent d'abord au niveau des négociations. Les notables entendent pouvoir négocier, et eux seuls, au moment qui leur semble opportun et selon les formes qui sont les leurs. Ils se voient fortement contestés, en cela, par le groupe de gauche et des militants des nouvelles couches moyennes qui leur reprochent leur volonté de capituler, ou de brader la lutte. Sur ce point, ils obtiennent un compromis qui leur donne une place essentielle dans la négociation, mais qui les contraint, à certains moments, à accepter la présence de militants de la composante globalisante. De même sur les initiatives, ils réussissent à contrôler certaines orientations, telles qu'une éventuelle évolution à gauche, ou des tentations violentes, mais ils ne réussissent pas à dominer la dynamique d'ensemble que créent les opposants de la composante globalisante.

Sur le plan de l'organisation, l'ADRAT est en partie marquée par la conception des notables, dans son côté coordination de comités locaux, dont certains s'avèreront, à certains moments, étroitement contrôlés et structurés autour des élus des communes. Là encore, cette tendance est limitée dans la mesure où elle a été freinée, notamment, lors du débat sur les statuts et où la tentative de donner le pouvoir aux notables échoue. Aussi, la structure complexe consiste dans un compromis, là encore, entre les militants et les notables. L'influence des notables a, en tout cas, été victorieuse lors de l'affirmation de l'apolitisme de l'ADRAT, et surtout, dans le fait de contraindre le "groupe de gauche", à rester extérieur à l'association.

3.4. La composante traditionnelle est hégémonique : Yonne

3.4.1. Une hégémonie jamais remise en cause

La problématique des notables

Les conceptions des notables s'imposent totalement au mouvement d'opposants au TGV. Ce processus peut être étudié d'abord au niveau du "matériel" réalisé et diffusé par le CLASAD. Il se compose de 2 ensembles, dont la disproportion constitue déjà une première confirmation de ces conceptions : 1) un "matériel" technique composé d'une brochure de quelques 103 pages réalisé par le CLASAD lui-même, intitulée "Halte à la ligne nouvelle Paris Sud-Est, le véritable dossier du TGV", et de 2 études techniques commandées par le CLASAD à des experts, intitulées : "Réexamen des aspects économiques du dossier du TGV" et "Le livre bleu de la nouvelle ligne rapide Paris-Lyon, pour servir à l'aménagement du territoire". 2) un "matériel" de propagande, assez léger dont la diffusion est à vocation large, principalement la population riveraine.

Concernant les 2 études techniques, on se contentera de faire une série de remarques. Le document le plus significatif apparaît être "Réexamen des aspects économiques du dossier du TGV", dans la mesure où il présente les caractéristiques suivantes : a) il a été commandé et payé par le CLASAD à un cabinet d'experts internationaux, dont le renom est sensé donner un caractère indiscutable aux résultats qu'il contient (11); b) il est entièrement centré sur l'argumentation économique ; c) il ne se situe que sur les données utilisées par la SNCF (rapports Coquand et Le Vert) ; d) il est rédigé dans des termes qui ne laissent aucun doute sur sa vocation : les experts des ministères et de la SNCF. Le second document, moins connu et moins diffusé, est réalisé par un ingénieur (12) dans des termes qui sont proches du précédent, sa particularité est de reposer sur une analyse de 4 scénarios (chemin de fer) de résolution du problème de saturation de la ligne SNCF Paris-Lyon.

A partir du document rédigé par le CLASAD lui-même il est intéressant de voir comment s'est opérée la diffusion des conceptions des notables, dans ce mouvement d'opposants. Le style, la formule (103 pages d'écriture serrée et austère), les schémas ..., ne font aucun doute sur la destination de ce "dossier", surtout si on le compare à la présentation alléchante de la plaquette destinée à la population riveraine. Le document a été réalisé sur la base de textes originaux des structures de base du CLASAD : FDSEA de Seine-et-Marne, FDSEA de l'Ain, FDSEA de l'Yonne, Chambres d'agriculture de Seine-et-Marne et de l'Ain, etc... L'analyse de ces textes préparatoires constitue une illustration tout à fait explicite de la diffusion du modèle des opposants-notables : 1) le sens de la démarche est exprimé dans des textes d'introduction, des "avant-propos", rédigés par le noyau du CLASAD, ils se situent résolument dans le cadre des rapports sociaux et du système social existant : "En se conformant à l'ensemble des objectifs de la politique économique"...,

"Nous ne sommes pas contre le progrès...", mais dans une problématique "type de développement industriel-qualité de la vie" (sous l'angle du Club de Rome, ou de M. Giscard d'Estaing) ..., de plus "le projet n'a jamais été débattu avec les élus", et l'on assiste à "une société nationale voulant imposer sa volonté à l'ensemble des élus nationaux, régionaux, locaux, essayant d'échapper à tout contrôle a priori de ses projets".

2) Des textes des structures locales, sont incorporés, sans être modifiés. Ils consistent essentiellement dans des bilans des nuisances, des impacts, etc., du projet pour chaque département (hydrologie, archéologie, etc.), principalement sous l'angle des intérêts des différentes catégories professionnelles (préjudice agricole, problèmes de franchissement, drainages, etc.). Aucun de ces textes n'aborde une question d'ordre général, ou ne tente pas de se situer dans un éventuel débat-contribution concernant l'ensemble du CLASAD.

3) Les textes d'argumentation générale, rédigés par le noyau de direction du CLASAD. D'abord par le président et quelques experts sur le plan économique (rentabilité, utilité sociale, examen critique des indices, etc.). Ensuite, des études d'aménagement du territoire, d'écologie, etc., sont le fruit de contributions personnelles, des experts-militants, dont l'appartenance à un groupe de militants est masquée (Amis de la terre, Association Seine et Marne de protection de la nature, etc.).

La brochure destinée au public : "Paris-Lyon en 2 h., une mauvaise voie ..." confirme bien le type de conception de la population riveraine, ainsi que le mode d'adhésion qui en est attendu. Celle-ci a l'aspect d'une plaquette publicitaire. Elle constitue moins un document de formation-information, ou de démonstration, qu'un outil de sensibilisation basé sur des thèmes "chocs", résumés dans des titres bien en évidence : "Des inconnues subsistent sur le plan technique", "5 milliards de francs qui en deviendraient 10", "Une rentabilité discutable", "Des atteintes graves à la nature", etc.. Ceux-ci répondent à l'image de ce qui sensibilise cette population, aussi leur importance et leur mode de formulation sont différents de ceux utilisés dans le matériel produit vis-à-vis de l'Etat.

Sur le plan de la pratique, l'hégémonie des notables est indiscutable. Elle est entièrement consacrée à l'action vis-à-vis de l'Etat, des Assemblées, etc., c'est-à-dire un ensemble de démarches assurées par le président du CLASAD, que ce soit en direction des ministres, de hauts fonctionnaires, de personnalités influentes. Mais, cela signifie surtout le fait que l'énergie des opposants est consacrée à la constitution de dossiers, à la réalisation d'études, qui comme on vient de le voir s'adressent à l'Etat .. Enfin, une série de pratiques consistent dans l'utilisation de moyens institutionnels, eux aussi vis-à-vis de l'Etat, mais dont l'importance est considérée comme secondaire au regard des précédentes démarches, et dont les résultats furent généralement mauvais, ou médiocres : intervention dans des réunions organisées par la SNCF, intervention et obtention d'un débat au Conseil général de l'Yonne, utilisation de l'enquête d'Utilité Publique, recours en Conseil d'Etat, etc..

Seules quelques réunions d'information sont organisées pour la population riveraine, et aucune initiative ne lui sont proposées. Il faut remarquer à cet égard que les réunions sont plus souvent le fait de groupes, ou de structures extérieures au CLASAD, tels que groupes des Amis de la terre, communes, etc...

Sur le plan de l'organisation, le CLASAD apparaît comme un archétype puisqu'il s'agit d'un comité de liaison constitué à partir de structures traditionnelles existantes : Fédérations départementales de la FDSEA, Chambres d'agriculture, regroupements départementaux de communes, et d'associations de défense, généralement calquées sur les syndicats agricoles, ou les communes avec leurs notables, leur mode de fonctionnement ... Le noyau de direction du comité de liaison comprend d'abord le président, assurant quasiment lui seul la liaison, quelques experts individualisés, et des notables locaux s'en remettant au président quant aux conceptions et à la pratique d'ensemble.

3.4.2. Une composante globalisante qui ne parvient pas à s'imposer

A aucun moment les militants de la composante globalisante n'ont pu diffuser leurs conceptions à l'ensemble du mouvement, ni même au niveau de l'Yonne. Dès le départ, ils furent pris de vitesse et court-circuités par le CLASAD, ses quelques notables et ses structures paysannes traditionnelles. L'orientation du CLASAD conduit les militants les plus disponibles, à refuser le cadre de cette association, trop traditionnelle dans son argumentation, dans ses méthodes, dans ses structures ... Des mouvements d'usagers, tels que la FUT, la FNAUT, ou d'écologie, comme SOS environnement, ou Transport 2000, refusent ainsi de soutenir le CLASAD. Les raisons de ce refus sont alors : a) le soutien financier qu'a sollicité et obtenu le CLASAD auprès d'Air-Inter ; b) un choix, inacceptable pour ces organisations, en faveur d'un moyen de transport aussi peu "écologique" et "démocratique" que l'avion ; c) le rôle trop affirmé de structures très peu "démocratiques" et l'importance trop marquée de la personnalité de un ou deux notables. Aussi, les opposants d'une composante globalisante potentielle sont-ils conduits soit à l'inaction, soit à des initiatives locales limitées à partir de structures de mobilisation existantes, telles que groupes politiques, association de défense de l'environnement, groupes écologiques ...

Les groupes de militants, tels que les Amis de la terre d'Auxerre, ou l'association d'écologie de Joigny, voient leur localisme et leur isolement renforcés par le fait que la plupart des organisations écologiques (SOS environnement, FUT, Transport 2000) se révèlent favorables au projet de TGV et que les autres (Amis de la terre, Sociétés de protection de la nature ...) s'avèrent plutôt nuancées ... Ainsi, ce sont les groupes des Amis de la terre de Sens et Auxerre qui réclament une prise de position contre le TGV, qui fournissent les éléments pour un dossier..., et quand

celui-ci sort enfin, il consacre tellement de place pour exprimer son attachement au chemin de fer, et est tellement général et abstrait dans son refus du TGV, que le groupe d'Auxerre s'est senti dans l'obligation de produire son propre dossier, avec un soucis qu'il soit plus complet, plus précis et plus adapté à l'action d'opposition au projet.

Les militants qui sont entrés dans le CLASAD, se sont trouvés isolés et incapables d'imposer leurs conceptions, aussi certains ont-ils abandonné cette action, alors que quelques individualités, spécialisées dans un domaine tel que la géologie, la faune.., participaient à des initiatives dont la décision et la conception leur échappait. La grande majorité des secteurs disponibles des nouvelles couches moyennes, comme à Sens ou Auxerre, va donc rester inactive, même si elle a pu s'émouvoir et participer à quelques démarches au tout début ...

Les principales conséquences sur les conceptions et les pratiques du CLASAD, de ce blocage des opposants de la composante globalisante, consistent : a) dans l'impossibilité d'imposer une conception d'ensemble mettant d'abord en cause le "sens" de la société, l'écologie, l'aménagement du territoire, des alternatives... Certes, des éléments ne sont pas absents, mais ils sont relégués à une position secondaire vis-à-vis d'un débat purement économique, voire d'économie des transports, qui donne peu de prise à un relai et à une diffusion auprès de la population concernée, et qui est suspecté, par les plus "radicaux", de se cantonner dans la logique interne du "système", ce que révèle par exemple l'accent mis sur l'aviation. b) l'impossibilité d'imposer une démarche pédagogique ; l'essentiel du travail de dossier est tourné vers le "Pouvoir", rédigé dans son langage, avec ses méthodes d'exposition.., ce qui le rend inaccessible à la population. Le matériel d'information est très limité, peu attractif, peu informatif.. Peu d'actions de formation telles que des réunions locales systématiques et répétées sont organisées par le CLASAD... c) La non reprise de propositions d'actions symboliques, exemplaires..., telles que barrages sur les routes, occupation de locaux ou de sites, rassemblements... d) L'hésitation et, finalement, le refus d'initiatives de masse, telles que des manifestations, ou même simplement de meetings, pétitions, etc.. e) Le blocage d'une conception plus démocratique, permettant un dépassement des "structures professionnelles", de l'organisation

IV - LES MOUVEMENTS D'OPPOSANTS NE SONT PAS DES "NOUVEAUX" MOUVEMENTS SOCIAUX

La mise en évidence des deux types de mouvements d'opposants révèle d'autant plus que ces mobilisations ne renvoient pas à l'émergence d'un mouvement d'ensemble, que ceux-ci s'avèrent largement contradictoires. Il n'empêche que l'on pourrait poser la question de l'éventualité de l'embryon d'un mouvement social, pour l'un ou l'autre. Cette question apparaît d'autant plus pertinente en ce qui concerne les mouvements globalisants. Si l'on retient comme définition du mouvement social, un mouvement qui "à travers les formes les plus diverses de luttes, met en cause la domination qui caractérise notre type de société et le contrôle qu'elle exerce sur ses orientations culturelles" (1), ou encore, comme dans l'analyse marxiste, un mouvement porteur d'une remise en cause des rapports sociaux de production, on est conduit à poser que ni l'un, ni l'autre des deux types de mouvements d'opposants ne peut être considéré comme mouvement social, ou participant d'un mouvement social.

4.1. Les mouvements traditionnels expriment un phénomène d'adaptation du système notabiliaire

La présentation des mouvements traditionnels conduit à poser que ceux-ci se situent dans une perspective de reproduction, d'abord du système notabiliaire lui-même, et donc, ensuite, indirectement des rapports sociaux. Une reproduction qui ne signifie pas obligatoirement le maintien des formes que revêtait, ou revêt ce système à un moment, ou un endroit donné, mais qui peut très bien s'effectuer au travers d'un renouvellement, ou d'une réforme du système lui-même. L'analyse des trois processus conflictuels, mettant en jeu des mouvements traditionnels, montre l'existence de reproduction quasiment identique à Vaumeilh et dans certains contextes de l'Yonne et de reproduction qui se fait au travers d'une réforme du système notabiliaire à Toussus le Noble et, pour une part, aussi dans l'Yonne.

La reproduction dans des termes quasiment identiques s'opère à partir de contextes au sein desquels les rapports traditionnels, qui structurent le tissu social, se révèlent efficaces. Dans ces cas le système notabiliaire est suffisamment fort pour pouvoir faire face, lui-même, au traitement d'enjeux aussi délicats que ceux relevant d'une décision de l'Etat en matière d'infrastructures n'ayant pas une vocation locale. Ce sont donc alors, comme dans le cas des notables agricoles de l'Yonne, les notables en place qui prennent l'initiative de démarches vis-à-vis de l'Etat, qui

peuvent impliquer, pour renforcer leur représentativité, la constitution de mouvements que nous avons qualifiés de traditionnels. Il faut noter que le processus n'a rien d'original dans le cas des notables agricoles, puisque c'est couramment, à partir de mobilisations contrôlées et organisées dans leurs propres mouvements, que ceux-ci traitent les enjeux entre la "profession" et l'Etat. Lorsque, comme à Vaumeilh, le système notabiliaire s'est mis en difficulté, le corps social traditionnel lui-même tend alors à produire des postulants notables, du même type. Dans ce cas, les postulants notables ne correspondent à aucune réforme, il ne s'agit là que d'un éventuel remplacement de notables du même type, en jouant, par exemple, sur la souplesse que peut fournir, dans les Alpes de Haute Provence, la structuration en clans, celui de droite n'étant pas en position d'avoir ses notables au "Pouvoir", ayant la capacité de fournir les notables, que celui de gauche a totalement investi dans l'appui à la décision ... Par efficacité des rapports traditionnels, il ne faut toutefois pas entendre que des contextes, voire des régions entières, rurales profondes notamment, constitueraient des îlots préservés et immuables. On assiste au développement de phénomènes contradictoires consistant, les uns, dans une reproduction identique appuyée notamment sur des acteurs sociaux tels que la paysannerie traditionnelle et une vieille bourgeoisie foncière, et les autres dans une reproduction impliquant des adaptations d'autant que, comme à Vaumeilh, le système notabiliaire dans son ensemble se trouve confronté à l'émergence de mouvements globalisants appuyés sur d'autres forces sociales, qui tendent à leur échapper et qui se posent d'emblée dans une position de concurrence et de conflit vis-à-vis du système notabiliaire.

En revanche, là où le tissu traditionnel a disparu, ou a fortement régressé, on assiste à une adaptation du système notabiliaire. Les caractéristiques de ces adaptations ne sont pas spécifiques aux processus entraînés par une décision d'infrastructure. Il s'agit plutôt d'une accélération, comme dans l'Yonne, ou d'une confirmation, comme à Toussus le Noble, de transformations que connaît depuis plusieurs décennies déjà le système notabiliaire et cela directement en relation avec les modifications du système social. Ces phénomènes sont d'autant plus forts que le type d'enjeu créé entre un Etat planificateur d'équipements lourds, et qui plus est de transport, et des populations locales, constituant dans certains cas de très grandes collectivités (comme cette banlieue Sud-Ouest de Paris), comporte les principales conditions sociales qui ont conduit à l'adaptation-mutation du système notabiliaire. En effet, situés entre un Etat et des pouvoirs économiques ..., toujours plus concentrés, et des populations, regroupées dans des collectivités urbaines, ou péri-urbaines, toujours plus vastes, affectées de destructurations profondes des rapports qui régissaient le tissu social jusqu'alors, et connaissant de profondes modifications quant aux acteurs sociaux les constituant (croissance des nouvelles couches moyennes, divisions entre classe ouvrière française et classe ouvrière immigrée, croissance des couches employées, etc.), les notables ne pouvaient prétendre continuer à jouer leur rôle selon des formes identiques. L'Etat ne leur permettait déjà

plus, et entendaient fréquemment traiter directement les problèmes "sur le terrain". Les populations locales, surtout là où les structures locales avaient été bousculées, ou détruites, révélaient une impatience, qui ne tarda pas à donner lieu à des mobilisations mettant directement en cause le système notabiliaire et se proposant de transformer les règles du jeu (certains courants du mouvement associatif ..., et notamment une des dimensions des GAM et des courants qui les ont précédés ...).

L'adaptation du système notabiliaire va consister dans l'investissement du lieu dans lequel l'Etat et les pouvoirs économiques, dorénavant, entendaient se situer pour justifier leurs décisions, c'est-à-dire celui de la compétence : technique, économique, administrative, juridique ... Les notables sont ainsi devenus des hommes de dossiers, des gestionnaires..., non que ce soit les mêmes hommes qui puissent, du jour au lendemain, abandonner leur système d'acquisition de représentativité par des réseaux d'amis, basé sur la "main tendue", les "pressions d'anti-chambres", ou de cabinets de ministres... Mais, au fil des années d'élections en élections, un nouveau type de notables s'est imposé dans les municipalités urbaines, dans les conseils généraux et régionaux, etc.. Ils sont plus souvent liés à l'Etat, ou aux pouvoirs économiques, ou ils ont souvent eu une liaison avec ceux-ci, ils ont fréquenté la même grande école, ou université .., de nouveaux réseaux d'amis se sont constitués alors sur la base des promotions, des grands corps, etc...

Au travers des mouvements traditionnels étudiés, on peut relever parmi d'autres, deux exemples caractéristiques de ce phénomène. Le mouvement de Toussus le Noble comprend, dès l'origine, dans sa composante traditionnelle, le maire de Jouy-en-Josas, celui-ci conseiller à la cour des comptes, a succédé à une municipalité traditionnelle. Au travers du mouvement contre l'aéroport d'affaire, mais aussi d'une liaison au mouvement contre la A86, du "Syndicat intercommunal de la Vallée de la Bièvre", il acquiert une envergure qui dépasse son simple mandat de maire. Il va profiter de l'attitude mijorée du conseiller général, vis-à-vis de l'aéroport de Toussus le Noble, pour lui ravir son mandat... Au-delà de l'émergence d'un notable "nouvelle manière", "homme de dossier", "homme de terrain", compétent, particulièrement initié aux procédures de l'administration, puisqu'en faisant partie, se produit, accélérée par les enjeux constitués par des décisions en matière d'équipements de transports, une adaptation du système notabiliaire, dans un contexte qui perd définitivement ses caractéristiques péri-urbaines, voire ses reliquats de ruralité, et se trouve constituer une zone urbaine et devant connaître encore profondément les effets de l'urbanisation.

Le mouvement d'opposition au TGV fait apparaître la personnalité d'un notable potentiel. Jusque là simple élu municipal, le président du CLASAD, démontre dans son action d'opposant sa capacité à représenter les intérêts des populations, et même à coordonner et à organiser les notables locaux (agricoles, maires, etc..). Sa compétence d'universitaire et d'ex-

pert en économie lui permet tout à fait de s'inscrire comme candidat au renouvellement des notables qui font difficilement face aux conséquences des extensions de la Région parisienne et au renforcement de l'axe Paris-Lyon. C'est dans ce cadre qu'il brigue alors en 1978, un mandat à la députation, qui lui aurait permis de concrétiser et de prolonger le processus. Toutefois, son échec peut montrer qu'il se heurte au système notabiliaire en place, appuyé encore sur un tissu social relativement préservé. Loin de renoncer, ce notable potentiel poursuit, au travers de son action contre le TGV, y compris maintenant contre le projet de TGV-Atlantique, sa tentative de conforter son réseau de "connaissances" et d'affirmer une compétence nationale lui permettant de nouveau de briguer la représentation des populations locales dans l'Yonne. Dans ce cas, il est possible de poser que le mouvement contre le TGV a contribué à l'accélération du processus conduisant à poser la potentialité de la mutation du système notabiliaire dans cette région.

Au-delà de ce processus d'adaptation, dont l'origine remonte déjà à plusieurs décennies, on remarque que deux types d'adaptations plus récentes viennent se combiner à celui-ci. Le premier consiste dans une prise de distance vis-à-vis de la pratique fréquente des anciens notables, comme des nouveaux, durant la période gaulliste, qui les avait conduit à se rapprocher beaucoup trop de l'Etat, voire à constituer de véritables structures para-étatiques. Aussi, alors que l'Etat lui-même se met à poser la question d'une redéfinition du pouvoir local, au sein des populations et, notamment, du mouvement ouvrier, des mobilisations se situent sur la question du pouvoir local, le système notabiliaire adapté s'oriente maintenant dans cette voie, même si cela doit conduire les notables à participer ou à maîtriser un fonctionnement social dans lequel la dimension conflictuelle pourrait jouer un rôle qui ne serait plus l'exception.

Le deuxième type d'adaptation qui ne peut que se combiner au précédent, consiste dans la recherche de nouvelles relations entre les notables et le tissu social, dans des zones où celui-ci a été profondément modifié. Ces nouvelles relations consisteraient dans des articulations directes et organiques avec des embryons de restructuration du tissu social, sous la forme des associations et des mouvements qui tentent de le recomposer. C'est, tout du moins, ce que semble révéler la liaison intense que les notables de la région de Toussus le Noble tentent d'établir avec les nouvelles structures qui émergent d'une population nouvellement implantée dans cette zone, et se révélant beaucoup plus mobile et mobilisable que celle qui y résidait auparavant.

4.2. Les mouvements globalisants interviennent sur le social

Les mouvements globalisants sont constitutifs d'un processus qui se développe depuis le début des années 70, sans qu'on puisse assister à un essoufflement, quels que soient les succès et les échecs rencontrés, quels que soient aussi les succès et les échecs des mouvements politico- idéologiques qui les ont inspirés et leur ont fourni une partie de leur langage : "réforme urbaine", nationalitaires, écologiques, etc... Ces "colorations" successives de ces mouvements n'ont pas eu une grande influence sur leurs pratiques. Certains mouvements comme celui de Toussus le Noble ont pu affirmer successivement leur caractère "urbain", puis un caractère "écologique", sans que l'on observe de modifications dans leur orientation, le fond de la problématique, la pratique, etc... Ce développement de mouvements globalisants s'opère "en tache d'huile", "horizontalement", sous la forme d'un investissement de plus en plus systématique et profond du social, de la société civile au travers d'une lutte anti-étatique sans cesse reproduite d'un enjeu à l'autre, comme pour les militants paysans de Notre Dame des Landes qui reproduisent la même lutte anti-étatique et le même investissement dans le social en se portant, pendant et après l'opposition à l'aéroport Ouest-Atlantique, sur l'opposition à la centrale nucléaire du Pellerin. Aucun passage à une remise en cause des rapports sociaux, et du système de domination sociale ne paraît se construire au travers de la multiplication d'enjeux investis de manière identique, par des mouvements souvent très semblables. Aussi, dans l'état actuel du développement de ce phénomène et de notre recherche, sommes nous conduits à poser que l'on ne peut pas considérer ces mouvements comme l'embryon d'un quelconque mouvement social. Ils constituent plutôt des phénomènes spécifiques à une conjoncture et à une transformation structurelle du système social, concernant la remise en cause du fonctionnement du système social, et plus précisément du rapport Etat - société civile et l'éventuelle transformation de ce rapport Etat-société civile.

4.2.1. Des produits de la conjoncture

Un des éléments par lequel les mouvements globalisants apparaissent le fruit de la conjoncture consiste dans certaines caractéristiques politico- idéologiques de celle-ci. Par là on entend particulièrement le reflux du mouvement post 68 et, plus précisément, de ses composantes politico-culturelles. Phénomène de reflux évident pour ce qui est des formes politiques, redéfinitions successives qui débouche sur une sorte de paralysie à partir de 1977, pour ce qui est des formes culturelles, ou politico-culturelles : dilution, pour les premiers, dans le social-économique, c'est-à-dire essentiellement dans les structures syndicales et politiques du mouvement ouvrier, pour les seconds dans le social-local, c'est-à-dire les embryons de structuration que peut offrir la société civile. C'est, en tout cas, le sens que l'on croit pouvoir donner dans cette recherche à la présence massive d'anciens militants, ou de militants effectuant une trajectoire qui les conduit à ce type de pratiques. Au début des années 70,

le phénomène de militants politiques qui s'investissaient dans l'urbain, les luttes nationalitaires..., conduisait à interpréter cette démarche comme relevant d'une tentative de faire se rejoindre "fronts secondaires" et "front principal" dans le cadre d'un projet relevant de la constitution d'un mouvement social, ou d'une régénérence du mouvement social "historique" que constitue le mouvement ouvrier. L'analyse que nous faisons, à partir de cette recherche, met en évidence que l'on a, aujourd'hui, affaire à une tout autre chose. Les anciens militants politiques tels que ceux du PSU, ne s'investissent pas dans ces mouvements d'abord pour y faire passer un projet politique global. Il s'agit, plutôt, d'une trajectoire qui les conduit à investir leur expérience, leur pratique, leurs capacités d'analyses, certaines de leurs conceptions (telles que l'autogestion) dorénavant dans des enjeux qui concernent d'abord le social et le local. C'est tout du moins ce que révèlent les exemples des militants politiques du PSU à Toussus le Noble et à Vaumeilh, une partie d'entre eux abandonnant d'ailleurs tout militantisme politique, pour ne plus se consacrer qu'à celui des mouvements globalisants. C'est aussi ce que l'on constate pour les militants nationalitaires et écologiques dans l'Yonne et à Vaumeilh. Ces militants, aujourd'hui, semblent alors rompre avec la démarche propre au mouvement post 68, qui partait de projets stratégiques pour se diluer dans le tissu social, postulant que c'est de la société civile que pourrait naître un projet social, ou une remise en cause des rapports sociaux. Il ne s'agit là que d'un postulat, et la pratique de ces militants, de même que celle de l'ensemble des militants des mouvements globalisants, ne conduit qu'à généraliser un type d'enjeu et non pas à reconstruire un enjeu concernant la remise en cause des rapports sociaux.

Tant qu'il en sera ainsi on ne pourra pas parler de mouvements sociaux, au contraire ... La conjoncture semble marquée par la non-émergence du mouvement social que portait le mouvement post 68, les mouvements globalisants expriment par leur nature et leurs caractéristiques cette non-émergence.

4.2.2. Le champ désigné par les transformations structurelles du système social

Les mouvements globalisants se situent par rapport à un système social à la recherche de nouvelles formes sociales : tout se passe comme si alors que le système social connaît des crises, puis "Une" crise à tous les niveaux, petit à petit, il désignait lui-même comme niveau névralgique celui du social et de la société civile. C'est tout du moins ce que semble révéler l'orientation, au moins du discours politique, de l'Etat et des classes dominantes, depuis le milieu des années 70. De même, une fraction du mouvement ouvrier en l'occurrence la CFDT, le Parti socialiste (Michel Rocard...)..., désigne, elle aussi, le social comme lieu privilégié pour développer une stratégie de changement. Parallèlement depuis le début des années 70, et de plus en plus massivement et systématiquement,

une série de mouvements s'est investie dans la "défense", la "réforme", la "transformation" du social, celui-ci constituant d'abord pour la plupart un domaine d'investissement "secondaire", puis progressivement celui-ci devenant essentiel et unique. Le processus s'opère comme si, après s'être heurtés frontalement aux rapports sociaux et au système de domination, ces mouvements s'étaient avancés en tatonnant vers un champ constitué par ce que Pierre Grémion (2) appelle les "zones molles" du système social. Les mouvements globalisants, dans l'articulation qu'ils réalisent entre la défense des conditions de vie, du cadre de vie, des conditions de travail, etc., et l'enjeu Etat-société civile, apparaissent constitutifs d'un processus plus large affectant cet ensemble de mouvements (GAM, "Réforme urbaine, etc..) qui, dorénavant se situe sur des enjeux affectant la société civile, parce que c'est là que peuvent et doivent s'opérer les transformations dont "la crise sociale" annoncerait la nécessité.

La transformation structurelle, si elle s'opère, peut donner lieu à l'émergence de "nouveaux mouvements sociaux". Dans ce cas, le problème de la nature des mouvements globalisants et de leurs rapports à ces "mouvements sociaux" devrait être posé dans les mêmes termes qu'aujourd'hui pour le "mouvement ouvrier". Or les enjeux autour desquels s'opère la globalisation, se trouvent en dehors des enjeux que définit le mouvement ouvrier. Cette extériorité est formulée de part et d'autre : par les mouvements globalisants, lorsqu'ils affirment que les oppositions droite-gauche ne sont pas opérantes vis-à-vis des enjeux sur lesquels ils se mobilisent, et surtout dans la dénonciation du fait qu'une société socialiste pourrait très bien reconduire intacts ces enjeux Etat-société civile, voire les aggraver ...; par le mouvement ouvrier, au travers de sa réticence à s'investir dans ces enjeux et par son refus d'admettre le mode de définition des enjeux par les mouvements globalisants ...

Dans la mesure où un nouveau mouvement social serait amené à situer autrement l'enjeu Etat-société civile, dans sa stratégie implicite ou explicite de remise en cause des rapports sociaux et du système de domination, il se pourrait alors que les mouvements globalisants constituent une sorte d'accompagnement de celui-ci, voire une articulation. Dans la mesure où il définirait les enjeux ailleurs, on assisterait au même type d'extériorité. Mais comment s'effectuerait l'émergence de ce mouvement social? Les mouvements globalisants peuvent-ils participer de cette émergence, nous prenons le risque de dire qu'aujourd'hui rien ne permet ni de l'affirmer, ni de l'infirmer, la question doit donc être laissée totalement ouverte.

Les deux types de mouvements d'opposants, l'un comme l'autre, renvoient à des caractéristiques, à la fois de la conjoncture et à la fois de la transformation de la structure sociale. C'est donc au travers d'éléments pertinents concernant ces caractéristiques que l'on va tenter dans

les chapitres suivants de comprendre : a) la place et l'importance des enjeux constitués par des décisions d'aéroports ou de lignes nouvelles du TGV ; b) les conditions de l'émergence et la nature de ces deux types de mouvements.

-:-

V - RUPTURE DU CONSENSUS ET CRISE SOCIALE

Les mouvements d'opposants qu'ils soient traditionnels ou globalisants apparaissent issus du phénomène social fondamental que constitue la crise, et plus précisément d'une série de ruptures de consensus que l'on voit s'opérer depuis une décennie. Le premier de ces consensus qui s'est avéré particulièrement large et puissant sur plusieurs décennies est celui qui concernait l'orientation du système sociétal et auquel on peut donner la formulation du modèle "Croissance-Progrès".

5.1. Le consensus autour du modèle Croissance-Progrès

En tant que notion historiquement et socialement située la croissance exprime un phénomène qui est le résultat du développement des forces productives, qui n'a réellement "commencé qu'au XVIIIe siècle, encore a-t-elle été longtemps très lente et très localisée" comme le disent J. Attali et M. Guillaume dans "l'anti-économique" (PUF 1974), c'est-à-dire avec l'apparition d'un nouveau mode de production, le capitalisme. La croissance des forces productives apparaît comme un processus sans limite (1) et si elle est présentée comme une réalité en soi par l'idéologie dominante, elle se révèle être en fait comme constitutive des rapports de production capitalistes. La croissance est immédiatement associée au progrès technique et scientifique avec qui elle ne ferait qu'un (2) (3). Ceci exprime la réalité : le processus d'industrialisation et l'extension des rapports marchands reposent, notamment, sur l'application intensive du "progrès" dans les connaissances techniques et scientifiques. Ceci impose, en même temps, une lecture faussée de cette réalité en faisant apparaître technique et science comme moteurs de la croissance (et du système social), alors que l'application et même l'orientation des recherches techniques et scientifiques sont dépendantes du même moteur que la croissance. L'association de ces notions a pour conséquence de masquer le rôle des rapports sociaux derrière des notions objectivisées que l'on va ensuite appliquer à l'analyse des contradictions sociales et au devenir du système social. La réalisation du réseau ferré, par exemple, en tant que produit de ces notions va être analysée en tant que réalité objective (dépourvue de sens socialement dans son application au devenir et aux contradictions de la société française du milieu du XIXe siècle. L'idéologie dominante se doit de rendre compte des effets des contradictions du système social, elle le fait d'une part en les objectivant (sous formes de carences ou de calamités), et d'autre part en les attri-

buant aux autres systèmes sociaux (séquelles du féodalisme..): misère, ignorance, abrutissement par le travail, inégalité et injustice sociale, etc., deviennent autant de résultats de la non-satisfaction de besoins fondamentaux (4). Cette idéologie impose alors ce que I. Illich appelle le "monopole de la satisfaction des besoins par la production marchande industrielle" (5) en présentant celle-ci en l'occurrence sous la forme de l'ensemble Croissance-Technique-Science : la croissance vaincra la famine, la misère, l'ignorance, la frustration intellectuelle, morale matérielle .., en fournissant à tous la satisfaction de leurs besoins sous la forme de marchandises (ou de services) (6). De ce fait, la croissance s'impose comme intérêt général, comme source de bien-être, elle permet de dessiner une finalité au système social sous la forme du progrès, avec un grand P, c'est-à-dire de la satisfaction de tous les besoins, pour tous, chaque progrès avec un petit p, étant une étape vers cette finalité, ce qu'exprime R. Lattès lorsqu'il constate : "On a tout asservi à la croissance, persuadé que cela entraînerait automatiquement épanouissement et bonheur" (p.127). Dans ce cadre, le réseau de chemin de fer, fruit de la Croissance-Technologie-Science est un agent d'une plus grande croissance et permet, ainsi, de réaliser des progrès dans une série de domaines du système social du moment, il est une étape vers le "Progrès", il correspond à "l'intérêt général".

Mais, au-delà de la cohérence propre à tout modèle idéologique, le modèle Croissance-Progrès, en s'imposant, devait traduire sur le plan idéologique le renversement du système féodal. A la régression des rapports économiques précapitalistes, au renversement de la monarchie et du pouvoir politique des féodaux devait correspondre le renversement du pouvoir de l'Eglise et de la religion par le modèle Croissance-Progrès, c'est en tout cas le sens de l'analyse de Christiane Barrier-Lynn lorsqu'elle affirme (dans le même article, p.166) : "Cette philosophie du progrès... est née et s'est développée parallèlement à la rébellion contre le pouvoir des églises, le pouvoir de droit divin. Elle a instauré la religion de la science, de l'obligation de la découverte, avec comme corollaire l'arrêt des interrogations sur la destinée humaine et le sens de la mort".

Cet exposé ne définit pas encore la nature d'un consensus social original, il propose des éléments partiels d'analyse d'un modèle idéologique dominant qui, en tant que tel, se révèle toujours sur certains aspects actuels. Le consensus que A. Nicolon rattache à une "conception générale unanimement admise du progrès" (7) tient au fait que l'ensemble des classes vont adhérer à l'équation Croissance-Progrès (8), et cela, indépendamment de l'absence de consensus sur les questions qui seront alors l'objet des luttes du mouvement ouvrier naissant... (9). La réalité de ce consensus nécessite une recherche historique et nous ne pouvons ici nous appuyer que sur quelques faits sociaux significatifs. Ainsi, peut-on remarquer que, d'une manière générale, les socialistes utopiques se situent dans le cadre de ce consensus et, à titre d'exemple, on peut signaler que Proudhon prendra parti, dans le débat sur le réseau ferré, pour réclamer une structure qui fut "égalitaire", c'est-à-dire non-centralisée sur Paris,

telle que le gouvernement venait alors d'en prendre la décision. On constatera aussi que les composantes marxistes du mouvement ouvrier, certes plus récentes (fin du XIXe), vont se révéler situées aussi dans le cadre de ce consensus. L'analyse de Marx du socialisme, issu du développement ultime des forces productives capitalistes et mode de production permettant un développement nouveau de celles-ci, va être traduite sous la forme de ce que Catherine Claude (10) appelle un "productivisme" reconnaissant, en tant qu'auteur d'un ouvrage faisant le point sur l'écologie, et militante du PCF, que "les communistes ... ont été" productivistes, ce qui signifiait ... "sur un plan plus philologique, une certaine image du progrès, du développement historique, où les modes de production, esclavagisme, féodalisme, capitalisme, et enfin socialisme, se passent le relais du développement des forces productives, que chacun a porté aussi loin qu'il a pu" (10).

Le consensus renforcé

Le renforcement du consensus se fait autour d'un modèle idéologique dominant, dit de la "société de consommation". La société de consommation est une forme particulière et sans doute poussée à l'extrême du modèle Croissance-Progrès, correspondant à la phase particulière que connaît le capitalisme. Cette phase se caractérise avant tout par une échelle de croissance et de productivité tout à fait supérieure aux précédentes, s'appliquant notamment à un investissement désormais total de la consommation individuelle et collective. Le niveau de concentration du système et des moyens de production, l'utilisation intensive de l'innovation scientifique et technique qu'a supposé la restructuration de l'appareil productif, permettent à la croissance de faire un bond en avant exceptionnel, celle-ci se voyant appliquer deux caractéristiques essentielles quant au modèle idéologique : la consommation massive de biens, l'automation.

La croissance appliquée à la production de biens marchands consommables est présentée comme infinie grâce au postulat d'une innovation et d'une invention scientifique sans limite, ce qui est rendu crédible par l'expérience même d'un niveau d'innovation et de croissance impensable jusqu'alors. Toutes les classes sociales vont avoir accès à la consommation des produits de cette croissance et cela de plus en plus massivement. Des objets symboles balisent cette marche en avant sur cette voie de la consommation : télévision, voiture, machine à laver, etc.. Sous cet angle, le progrès en tant qu'ébauche du Progrès avec un grand P, a deux versants : 1) la libération vis-à-vis des tâches ingrates, présentées comme aliénantes, notamment ménagères, de la pratique quotidienne, grâce à la consommation d'une gamme sans cesse élargie et "enrichie" de biens (électro-ménager), sortes de robots-aides préfigurant les robots serviteurs, ou domestiques, déjà largement présents dans l'univers des romans de science fiction. Cette libération, au-delà d'une diminution supposée de la pénibilité de ces tâches, doit permettre de gagner du temps qui pourra, notamment, être consacré au second aspect du progrès. 2) la jouissance et le plaisir en tant

que résultat de la satisfaction des besoins et aspirations par la consommation d'objets spécifiques (détente, distraction, loisirs, etc..). En raccourci, on peut dire que, sous ce premier point de vue, le progrès consiste alors dans le fait que la consommation-libération permet de dégager le temps de la consommation-plaisir.

La croissance en tant que production et méthodes nouvelles, notamment d'automatismes et de robots industriels que l'on va alors qualifier d'automation, est présentée comme ouvrant la voie d'une autre libération, celle du travail aliénant. Certes, dans la phase en question et dans l'avenir le plus immédiat, il s'agissait d'une libération limitée aux travaux les "plus aliénants", ou les "plus pénibles", elle devait toutefois permettre déjà un "enrichissement" du travail, plus intellectuel et plus responsabilisé. Elle ne pouvait manquer en tout cas de permettre une diminution du temps de travail au profit de ce que l'on allait appeler le tiers-temps (consacré à la consommation-plaisir). Ainsi, au travers du modèle de la société de consommation, se réalise un niveau important de concordance entre les caractéristiques de la phase du mode de production et un modèle idéologique. On assiste ainsi à une actualisation-renforcement du modèle Croissance-Progrès, qui se concrétise par une consommation de masse effective et une automation timide mais tout aussi réelle, tout du moins dans des secteurs de pointe ... Les conditions du consensus se trouvent ainsi réunies dans le sens d'un renforcement de celui-ci.

Les nouvelles couches moyennes apparaissent alors comme la pointe avancée dans l'adhésion des classes dominées au modèle idéologique dominant. D'abord elles sont les couches dominées qui vont le plus consommer et qui vont voir sans cesse leur niveau de consommation croître. Mais aussi, elles se perçoivent comme le produit social de cette phase du capitalisme, et sont présentées comme préfigurant l'ébauche des nouvelles formes de travail. Enfin et surtout, elles bénéficient sur toute une série de points de vue de l'appel d'air que suppose une restructuration d'une telle ampleur. On a alors besoin d'ingénieurs, de chercheurs, de spécialistes de l'information, de la gestion, de professeurs etc.. et l'on va devoir, pour attirer dans ces secteurs les effectifs nécessaires, accorder des conditions tout à fait privilégiées de consommation, de pouvoir dans l'entreprise, de maîtrise sur l'activité professionnelle, la carrière, la promotion .., qui vont permettre de faire passer, pendant toute cette période, les conditions particulières propres à une conjoncture de restructuration, pour les conditions nouvelles du travail, du mode de vie... Les nouvelles couches moyennes, ainsi, vont être à la fois le meilleur support du consensus, tout en le renforçant indirectement, en fournissant une sorte de modèle du progrès social pour les autres classes dominées.

La classe ouvrière connaît, dans cette même période de profondes modifications si les travaux déqualifiés restent la très grande majorité,

une sorte d'élite ouvrière semble apparaître surtout dans les secteurs de pointe. Une élite qui connaît un travail plus qualifié, plus intellectua-
lisé, plus responsabilisé, et moins pénible physiquement, pour les mêmes
raisons de conjoncture accède elle aussi à un niveau de consommation et
"d'avantages" qui semble établir une sorte de continuité dans la marche au
progrès social, concrétisé par la petite bourgeoisie nouvelle. D'une manière
générale, le niveau de consommation de la classe ouvrière croît et cer-
tains aspects particulièrement pénibles du travail semble s'estomper (y
compris de par le rôle que joue dorénavant l'immigration). Sur le plan po-
litique et idéologique les organisations syndicales, comme les partis poli-
tiques, influençant cette classe, se situent totalement dans le consensus.
Pendant tout un temps, le courant social-démocrate participe à la remise
en place du système productif et affirme sa foi dans l'équation Croissance-
Progrès, quant au PCF et à la CGT, ils vont combiner l'appel à l'effort
pour la mise en place des conditions de la croissance : "les travailleurs
doivent relever les manches" de M. Thorez et la référence à un modèle so-
cial, celui de l'URSS qui lui-même, dans cette période, s'avère s'orienter,
en plus de son productivisme, vers une accentuation de la consommation ma-
térielle individuelle.

Il existe, pendant toute cette période, le développement de luttes
et de conflits de classes, mais ceux-ci se situent ailleurs, sur les con-
ditions du travail, des rémunérations, du partage du produit social, du
pouvoir, etc., mais ils n'entament pas le cadre du consensus Croissance-
Progrès qui va ainsi paraître se maintenir jusqu'à l'explosion sociale de
1968.

Deux exemples de mouvements traditionnels : la résistance au réseau fer- ré, l'opposition aux barrages hydro-électriques

a) La résistance au réseau ferré

La réalisation du réseau ferré, du point de vue des classes dominan-
tes, est constitutif d'un enjeu central, qui tend à unifier et à faire un
bond en avant au développement de la structure industrielle et à sa pro-
ductivité. Ainsi, un ingénieur, tel que Delavau en 1835, dans un ouvrage
sur l'utilité du chemin de fer Lyon-Marseille, écrivait-il (11) :

"Les mines, les grandes usines, les fabriques importantes placées à de pe-
tites distances d'un chemin de fer de premier ou de second ordre, s'y rat-
tachent par des embranchements ; le transport de leurs produits se fait
avec économie : leur exploitation prend de l'extension. Les industriels
s'empressent de créer, de fonder des fabriques, des manufactures, dans le
voisinage des chemins de fer, ce qui ajoute à leurs bénéfices, et est une
source de prospérité pour tous..." . L'unification, la concentration, la
structuration et le développement se révèlent essentiels sur le plan de la
concurrence notamment avec l'Angleterre et l'Allemagne, comme l'illustrent
des citations du même Delavau (p.16), ou du marquis de Louvois (12) :

"La France sera entrée, après l'Angleterre, dans cette nouvelle voie d'amélioration commerciale et sociale...", "... j'arrive d'Allemagne et j'ai vu avec jalousie que dans deux mois Cologne et la frontière de France ne seront plus qu'à 5 heures l'une de l'autre et que dans un an Berlin ne sera plus qu'à 8 heures de Cologne. Et nous restons avec le chemin de fer de Saint-Germain à Paris ...". Ils se révèlent essentiels également sur le plan de l'affirmation définitive de l'hégémonie de la production capitaliste sur les secteurs non-capitalistes, et sur le plan du rapport des forces au sein du système lui-même, confirmant la domination de la fraction industrielle et bancaire aux dépens des secteurs commerciaux, fonciers ... Sur le plan politique, la fraction hégémonique renforçait son autorité et celle de son Etat aux dépens des anciennes classes dominantes (grande propriété foncière féodale ..) ou de classes appuis précapitalistes (petite bourgeoisie traditionnelle), ou même des fractions capitalistes non-hégémoniques (commerciales, foncières, immobilières ...) et contre des classes hostiles, telles que la paysannerie. Sur le plan idéologique, elle confirmait son hégémonie à travers un véritable consensus intégrant les classes constitutives de ce mode de production (bourgeoisie toute entière, classe ouvrière) ainsi que la petite bourgeoisie.

Les opposants à la réalisation du réseau ferré, comme des grands équipements industriels de cette période sont principalement les classes et couches sociales non-capitalistes, très secondairement des éléments de fractions capitalistes en déclin. La grande propriété foncière et la paysannerie, dans une moindre mesure la petite bourgeoisie traditionnelle non-urbaine participent à des mouvements communs qui vont s'exprimer surtout dans des débats parlementaires, au cours desquels ils réaliseront des alliances de conjoncture avec des représentants de ces fractions non-hégémoniques de la bourgeoisie dans lesquelles, comme le corps des ponts et chaussées, ils proposeront que l'on utilise au maximum les réseaux routiers et fluviaux aménagés sous la Restauration, et sans que l'on recoure à la réalisation d'un réseau coûteux financièrement, socialement... dont les "lendemains sont incertains" (13), ou feront appel à une argumentation "scientifique" (14) comme Arago, sociale comme Thiers (15) ou philosophico-morale comme Montalembert (16) pour contester l'intérêt général de ce moyen de transport. Mais leur participation à des mouvements communs ne doit pas faire oublier la situation radicalement différente, du point de vue des rapports de classes, qui existe entre la grande propriété foncière et la paysannerie.

Du point de vue économique, l'enjeu pour la petite paysannerie consiste, avant tout, dans une défense du lopin de terre-outil de travail, ou d'une maison-élément de reproduction et cadre de vie, alors que pour la propriété foncière (grande ou petite) se trouve posée, au travers des expropriations, leur place dans les rapports économiques de classes, le maintien de l'intégrité de leurs "domaines" n'étant que la traduction de la volonté de résister face à la domination désormais irréversible d'un

autre pouvoir économique, celui de la bourgeoisie industrielle et bancaire. Du point de vue politique, le recours au débat parlementaire, comme terrain privilégié de lutte, n'est sans doute pas étranger à la mise à l'écart du rural et de ses notabilités au profit de l'urbain, dans les rapports politiques. Les notables fonciers tentent alors de résister à leur perte de pouvoir du point de vue des rapports de classes d'ensemble, en s'imposant comme seuls représentants politiques (parlementaires notamment) des couches rurales, et essayant ainsi de maintenir leur domination vis-à-vis de la paysannerie. Du point de vue idéologique l'opposition au consensus Croissance-Progrès conduit les différentes classes non-capitalistes rurales à un repli associant crainte de la technique-science et maintien, conservation des structures sociales traditionnelles. Ce repli confirme la dominance de la propriété foncière sur les différentes couches paysannes ; la défense des valeurs, de la culture, du mode de vie de la paysannerie se trouvant ainsi mise au service des privilèges d'une classe anciennement dominante, voyant son idéologie régresser au profit des modèles exprimant la domination de classe au sein du système capitaliste.

Outre quelques résultats très partiels consistant dans le déplacement de voies de quelques kilomètres, ou le report hors ou en périphérie de diverses agglomérations, des lignes et des gares ; les effets de ces mouvements contre le réseau ferré n'ont pas atteint le consensus Croissance-Progrès, au contraire, elles ont sûrement contribué à le renforcer en connotant de conservatisme toute interrogation sur les options technologiques, ou scientifiques ... (17). Avec A. Nicolon on peut dire que la défaite des mouvements d'opposition révèle la consécration de la domination du système capitaliste sous la forme notamment de la domination de l'industrie sur l'agriculture, de la ville sur la campagne, etc., dans la mesure où l'enjeu était bien, en dernière analyse, celui du pouvoir de classe.

b) Les mouvements des années 50, contre les barrages hydro-électriques

Du point de vue des classes dominantes et de l'appareil d'Etat, il s'agit d'une étape différente et d'une importance considérable. Au sortir d'une extraordinaire désorganisation, l'appareil productif français doit être restructuré et, surtout, acquérir un niveau de productivité très supérieur, de manière notamment à soutenir la concurrence des autres pays européens avec lesquels il engage d'ailleurs un processus de coordination, au travers de la CEE, et vis-à-vis du capitalisme nord-américain.

Dans cette étape, l'appareil productif va s'appuyer sur l'utilisation massive de l'énergie électrique, ce qui va entraîner l'engagement d'une politique systématique et ambitieuse d'ouvrages hydro-électriques de grande capacité. Dans cette période où l'agriculture de montagne apparaît condamnée, du point de vue de l'Etat, cette politique de barrage offre l'avantage de fournir une énergie électrique produite à partir d'une sour-

ce locale, sans qu'il y ait de gros dommages sociaux, puisque les quelques riverains concernés étaient, de toute façon, plus ou moins condamnés. Secondairement, ces réalisations s'articuleront bien avec une politique de promotion touristique des régions de montagne ... Sur le plan politique et idéologique, cette politique ambitieuse de grands travaux, requérant un haut niveau de technicité, présente l'avantage de faire jouer au maximum le consensus, alors renforcé, de la croissance-progrès.

Les couches sociales qui s'opposent à ces réalisations sont toujours constitutives de secteurs non-capitalistes, essentiellement petits paysans qui ont connu et connaissent alors une très profonde régression, surtout dans les secteurs concernés. De plus, le syndicalisme agricole, qui n'avait pas encore connu les ébranlements des années 56-58, provoqués par l'apparition de nouveaux courants qui vont créer le CNJA, est dominé par les gros propriétaires ("des organisations et des hommes profondément conservateurs" selon Barnard Lambert (18)), ne va pas s'engager dans des luttes de défense de catégories que lui-même considère comme condamnées. Les paysans menacés vont seulement, parfois, trouver le soutien limité de petits notables locaux, ce qui ne va pas empêcher que les enjeux apparaissent, alors, extrêmement localisés et limités à la défense d'intérêts de minorités condamnées (19). Sur le plan économique, il s'agit de la défense de l'outil de travail, de la valeur d'usage d'une habitation, lieu de reproduction et d'une structure "d'exploitations agricoles" précapitaliste, sur le plan idéologique il s'agit de la défense d'un mode de vie, du droit à préserver ses "racines", c'est-à-dire, notamment, un rapport intime avec un environnement naturel et social. Les mouvements les plus vigoureux vont ainsi se trouver totalement localisés et isolés et leur effet social va se trouver limité, ce qui va permettre de les réduire à coup de dédommagements financiers.

5.1.2. La crise du modèle Croissance-Progrès s'exorime dans les pratiques dominantes comme dans celles des classes dominées et des mouvements politico-idéologiques

5.1.2.1. Importance du phénomène de crise

L'objet de cette recherche ne peut pas inclure une analyse spécifique du phénomène de crise. On est obligé donc de se référer ici à un phénomène qui s'impose tout autant au corps social, au niveau des discours, des pratiques, etc., qu'aux analyses aussi bien économiques, que sociologiques etc.. En France, la notion de crise sociale fait irruption à la fin des années 60, et plus précisément, au travers de ce que révèle la crise de mai-juin 68, qui combine à la fois des aspects sociaux, politiques, culturels, etc.. Aux USA, en Allemagne, en Italie, en Espagne ..., à la même époque des crises et des mouvements spécifiques s'expriment également. En RFA, comme aux USA, la crise apparaît surtout politico-idéologique, alors qu'en Italie, en Espagne, comme en France, cette crise ap-

paraît plus globale. Les années 1973-1974 vont marquer un tournant non pas dans le phénomène lui-même, mais plutôt dans la manière dont il se révèle brutalement dans toutes les formations sociales. La dimension économique de la crise devient dominante. A partir de ce moment, le système social, le mode de production est en crise, non pas sectoriellement, ou chroniquement, mais bien structurellement, c'est-à-dire qu'est contenue en germe la question du dépassement du stade actuel du mode de production. Pour toutes les classes sociales, il apparaît que c'est bien le "sens", l'orientation même du système social qui se trouve interpellé et qui doit donc être redéfini ou reposé.

Pour les classes dominées, et notamment le mouvement ouvrier, la spécificité même de cette crise impose que la question du "sens" soit précisée, spécifiée, tout du moins pour certaines composantes de celles-ci. Au sein des nouvelles couches moyennes, des pratiques spécifiques, des mouvements politico-idéologiques ... vont tenter de poser la question du dépassement de la crise, et de l'orientation du système social, des "alternatives" ...

Pour les classes dominantes et l'Etat, il y a nécessité absolue de produire l'explication de la crise, de la lier au nouveau "sens" à donner au système social, alors même que doivent être réalisées les mutations structurelles nécessaires.

5.1.2.2. La crise du consensus au sein des classes dominantes : le club de Rome

Il est sans doute simplificateur de dater et de résumer à quelques courants d'idées l'ouverture d'une brèche dans un consensus. La référence au Club de Rome se justifie dans le fait qu'il s'agit de la première manifestation collective de représentants des classes dominantes européennes, visant à fournir un cadre d'explication à la crise, et qui pose les termes d'une alternative. La démarche du Club de Rome consiste d'abord dans le renversement du modèle Croissance-Progrès, qui devient le cadre d'interprétation de la crise : ce qui doit d'abord être mis en cause, c'est "la représentation d'un progrès continu, englobant de manière synchrétique les progrès scientifiques, techniques, économiques, sociaux"(20), c'est la confusion entre croissance, dans son "acception économique étroite", avec développement, dans un sens très large, des individus et des sociétés (21). L'argumentation s'applique alors à la démonstration des effets négatifs de la croissance et leur rôle dans la crise : 1) la croissance en investissements, travail, énergie, matières premières, énergie.., n'est plus en rapport avec les gains de production ; 2) dans la mesure où elle conduit à la pénurie de matières premières, d'énergie, d'espace.., la croissance sera la source de conflits sociaux autour du rationnement, du manque ; 3) la croissance accroît les inégalités sociales et est source de conflits sociaux ; 4) la croissance accroît le gaspillage, et détruit l'éco-système. L'alternative qui doit être produite est celle d'une "crois-

sance contrôlée", ou "moins tendue". Elle est sensée s'appuyer sur d'autres modèles de progrès social : 1) valorisation de productions immatérielles, 2) préservation des grands équilibres écologiques ; 3) travail moins asservissant ; 4) développement des équipements collectifs ; 5) accent sur l'éducation ; 6) remplacement de la notion de niveau de vie, par celle de genre de vie, "c'est-à-dire les conditions de vie et de travail" (22).

Au moment de la publication de ces thèses, les secteurs significatifs des classes dominantes et l'Etat firent front et contestèrent la démarche qui les soutenaient. Toutefois, lorsque la crise énergétique et des matières premières donna le signal de la crise économique, des secteurs plus importants se mirent à avancer des propositions qui s'en rapprochaient. L'élection présidentielle et la victoire de M. Giscard d'Estaing semblaient marquer un tournant relatif dans l'attitude de l'Etat. Officiellement, on continuait de combattre les théories de la croissance zéro, mais en même temps, on reprenait certaines conceptions du Club de Rome. Au fil des années, cette attitude s'approfondit, le consensus apparaît d'autant plus en crise que les deux discours et deux types de pratique sont portés, et parfois par les mêmes acteurs.

Dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire le phénomène est particulièrement criant. La politique de grands travaux d'opérations géantes, telles que villes nouvelles, "périphériques", rénovations du XIIIe, plateformes industrielles (Fos et Dunkerque), se voient largement mises en sommeil, et d'autres principes définissent l'action dans ces domaines. Les notions de qualité de vie, de cadre de vie ... se voient mises à l'honneur et font l'objet d'initiatives pilotes... Il n'empêche qu'au même moment un plan autoroutier ambitieux est mis en place, un programme électro-nucléaire est poursuivi dans le cadre du doublement des dépenses d'électricité en 20 ans, le percement du canal Rhin-Rhône est décidé, la première ligne nouvelle de chemin de fer depuis plus d'un demi siècle est réalisée. Le discours et la pratique des classes dominantes, comme de l'Etat, semblent avoir intégré au maximum la crise du consensus. S'appuyant à la fois sur la croissance et la non-croissance, ils ont atteint un niveau extrême d'ambiguïté, que ne manquent pas de saisir les mouvements d'opposants.

5.1.2.3. La crise du consensus se traduit par des clivages au sein du mouvement ouvrier

Comme l'analysent A. Nicolon et M.J. Carrieu (23) dans une recherche récente, il existe bien un clivage qui s'approfondit vis-à-vis du modèle Croissance-Progrès, au sein du mouvement syndical entre CGT et CFDT. Les organisations politiques du mouvement ouvrier, au travers de la transformation que connaît le courant social-démocrate et la création du PS, vont elles aussi se trouver divisées à propos de la crise du modèle

Croissance-Progrès. Cette crise se développe surtout au sein du PS et de l'extrême gauche. La constitution du courant Rocard, la progression des thèmes développés par J. Attali (24), A. Gorz (25) ou les autogestionnaires" ... débouchent sur une remise en cause de la croissance, au travers de l'analyse de la crise du capitalisme. La critique de la croissance, porte souvent sur des thèmes proches de ceux du Club de Rome, ou de ceux du mouvement écologique : gaspillage des ressources naturelles, d'énergie, d'espace ...; accroissement des inégalités et "persistance de la pauvreté (25) ; "baisse du rendement du système" (25), etc.. Les solutions de la crise, la société de transition, le socialisme sont dans le cas du PS, comme de l'extrême gauche, marqués par la remise en cause du modèle croissance-progrès. Au-delà de ce clivage, qu'il n'est pas question d'analyser ici, on constate que, depuis ces dernières années, le consensus s'est encore effrité et que les courants les plus attachés à l'orientation croissance-progrès accordent une place nouvelle aux problématiques remettant en cause le "sens".

5.2.4. Les mouvements de la crise du consensus

Une série de mouvements politico-idéologiques ont participé à la rupture du consensus, se faisant plus particulièrement les porteurs de la critique de la croissance. Nous classons parmi ceux-ci les mouvements étudiants de la fin des années 60, les mouvements Hippiques et communautaires, le mouvement écologique, ainsi que les mouvements nationalitaires, de réforme urbaine, etc... La notion de mouvement politico-idéologique est ambiguë. Le cadre de notre recherche ne permet toutefois pas de la dépasser. Il ne peut, en effet, être question de les poser a priori, comme "nouveaux mouvements sociaux", ce qui nécessiterait une validation du type de celle que les chercheurs du CEMS ont entreprise à propos des mouvements étudiants, anti-nucléaires, nationalitaires ... (26). La réalité de ces mouvements apparaît très différente selon les formations sociales au sein desquelles ils se développent. Les modalités de leur apparition et leur déroulement sont très différents de l'un à l'autre. Si les mouvements étudiants des années 60 s'expriment avant tout par une irruption brutale et relativement éphémère sur le champ politique, pour ensuite développer des dimensions plus idéologiques, en revanche les mouvements Hippiques et communautaires, se développent lentement et selon des modalités qui sont beaucoup plus celles de diffusion de thèmes, d'analyses, de conduites .., dans le tissu social, à partir de lieux qui sont des communautés, des journaux, etc.. Le mouvement écologique représente une autre forme qui s'appuie sur de petites structures et qui acquiert son importance à partir de l'écho que reçoivent journaux, publications, manifestations ... qui diffusent ses thèses. Une telle hétérogénéité conduit à définir les mouvements politico-idéologiques à partir de leur capacité à diffuser et à faire reprendre dans le tissu social, les thèmes, les problématiques, les pratiques ... qu'ils élaborent. Phénomène qui ne correspond pas du tout au mode de mouvement ouvrier, puisqu'il n'est pas en rapport direct avec la capacité d'organisation et de structuration des forces sociales qui se mobilisent.

Nous faisons l'hypothèse qu'il correspond d'abord aux conditions particulières que créent chez certaines classes dominées (notamment les nouvelles couches moyennes ...) la rupture du consensus et la crise sociale.

Les mouvements étudiants de la fin des années 60, aux USA, en RFA, en France se définissent au niveau politique puisqu'ils émergent sur les questions de la guerre du Vietnam, de la ségrégation raciale, de l'impérialisme ... Mais, parallèlement, ils amorcent une remise en cause des modèles dominants, et principalement de la "société de consommation". La critique vise les objectifs de cette société, son mode de vie, ses valeurs ... Elle prend en France la forme d'un vaste débat dont les temps forts vont se situer dans les mois de mai-juin 1968. Si le mouvement étudiant va connaître des succès divers sur le plan politique, en revanche il va partout adopter une démarche d'approfondissement de la critique sociale en lui donnant une dimension plus concrète, expérimentale, etc...

En France, les mouvements Hippie, communautaires, n'ont pas connu l'importance de ceux des USA, ou de Grande Bretagne. Les mouvements se sont maintenus plus longtemps sur le champ politique, au travers des organisations d'extrême gauche, ou de structures ad hoc, tels que comités de lutte, etc.. Aussi le phénomène va se produire, plutôt, au travers même de certaines structurations du champ politique. Il consiste dans le fait que, parallèlement à une contestation des rapports de production, mûrit une critique au niveau du "sens". Une insistance se fait sur les questions de gaspillage, d'atteinte à la nature, aux matières premières. L'effort se porte sur une expérimentation, une recherche concernant les alternatives, tant du point de vue de la production et du travail (retour à l'agriculture, à l'artisanat ...), de la distribution et de la consommation (mise en place de coopératives), du mode d'expression culturelle, des formes de communications (journaux, musique, fêtes, rassemblement de Pop music..) et d'une manière plus générale, la possibilité de construire un tissu social "parallèle", "en marge"...

Le mouvement écologique français fait son apparition au moment de la crise de 1973-1974. Et il part d'emblée sur la question de la croissance et du type d'orientation sociétale. Selon les critiques adressées au modèle croissance-progrès (la croissance : a) serait un phénomène artificiel qui reposerait sur des critères inadéquats pour mesurer un quelconque progrès social : on ne prend pas en compte les coûts réels des augmentations de productivité et on masque ainsi la "contre-productivité". I. Illich ne met-il pas en évidence que la comptabilisation du temps de travail nécessaire à l'éachat, à l'entretien .. d'une automobile ramène la vitesse effective du déplacement quasiment à celle d'un marcheur ? R. Dumont fait des analyses semblables quant à lui, sur le plan de l'agriculture. b) Loin de satisfaire les besoins, la croissance produirait un système permanent de frustrations et une accentuation des inégalités sociales. c) Elle imposerait un mode d'industrialisation, d'utilisation des technologies (notamment dures) qui constituerait une atteinte à l'être humain, un danger permanent

à la santé, et serait cause des pollutions, des nuisances, des rythmes d'activité... d) Elle nécessiterait de recourir alors à des technologies qui ne sont pas neutres socialement et qui impliquent un type d'orientation sociétale, basée sur la concentration des activités, le centralisme et le renforcement de l'Etat, c'est-à-dire bureaucratization, "technocratisation", "uniformisation", "répression", etc..) e) Elle produirait finalement un système social doté d'un Etat géant et omniprésent, au sein duquel la société civile aurait définitivement disparue ... L'individu serait toujours plus soumis au social, la société civile à l'Etat, le système social aux lois de l'industrie, de l'économie, de la bureaucratie ... Le mouvement écologique se veut porteur d'alternatives, tant du point de vue de la pratique, que de l'orientation sociétale, des conditions de vie et de travail, etc... La production se voit régie par la nécessité de renouveler les ressources et de préserver l'éco-système ce qui impliquerait: a) une certaine maîtrise de la démographie, b) un accent mis sur les conditions et le mode de vie, et non pas la consommation, c) la réorientation de la recherche afin de développer les connaissances dans le domaine des technologies douces ou légères, d) l'utilisation de ces techniques douces, notamment dans la production d'énergie, e) le développement de l'autonomie et de l'autogestion .. afin de réaliser un authentique poly-centrisme. Complémentairement dans les niveaux politiques, idéologiques, sociaux ... ces alternatives doivent elles aussi être basées sur le poly-centrisme, l'autonomie, etc..

Les mouvements nationalitaires, consuméristes, de réforme urbaine.. intègrent également et véhiculent des analyses et des alternatives qui, elles aussi, interviennent dans cette rupture du consensus. C'est ainsi que les mouvements de "Réforme Urbaine", au travers de leur opposition à la Rénovation, ou à la politique des transports, ont été conduits à poser la question du modèle de croissance, dans la mesure où, pour eux, c'était lui qui déterminait un certain type d'urbanisation, de concentration urbaine, de choix en matière d'aménagement. La critique de ces politiques et les contre-propositions qui devaient être avancées nécessitaient alors une remise en cause de la croissance-progrès. Des contre-propositions, telles que la réhabilitation légère, la priorité aux transports en commun, trouvent leur justification dans une conception alternative de l'orientation sociétale. C'est sans doute ce qui conduit ces mouvements à se rapprocher des mouvements écologiques, comme le montre la proximité de la FUT et de SOS-environnement, et la définition d'un domaine "Ecologie-Environnement" dans les axes de lutte de la CSCV (27).

5.2.5. Les mouvements d'opposants et la crise du consensus

Avant de poser la question des implications de la rupture du consensus sur les mouvements d'opposants, il faut rappeler que les aéroports et, encore plus, la ligne nouvelle du TGV, en tant qu'équipements structurants programmés à la fin des années 60, se trouvent au coeur même de l'objet de cette crise. Leurs justifications, la volonté de l'Etat et des classes dominantes de les réaliser se trouvent directement affectés par la crise. Leurs justifications, la volonté de l'Etat et des classes dominantes de les réaliser se trouvent directement affectés par la crise.

La situation de double discours de l'Etat, que l'on a évoquée plus haut, conduit les mouvements d'opposants à ne plus être confrontés au cadre que connaissait jusqu'alors ce type de mouvement. Au lieu du blocage, de l'isolement, de la minorisation, de l'identification au conservatisme.. ils voient s'ouvrir au contraire devant eux la possibilité de développer des tactiques s'appuyant sur les contradictions internes au Pouvoir. Ils s'appuient sur certains secteurs, pour tenter d'isoler les décideurs. Ils ont la possibilité de développer des contre-argumentations, des contre-propositions, un intérêt général, qui peut même s'appuyer sur certains arguments, ou orientations que développe l'Etat lui-même, etc...

Du point de vue du mouvement ouvrier, si la crise du consensus ne conduit pas pour autant à privilégier des enjeux tels que des décisions d'équipements, il n'empêche que l'on assiste à un approfondissement du phénomène, ce qui conduit les mouvements d'opposants à ne plus connaître le rejet et l'hostilité, mais au contraire, les incite à rechercher des appuis et des soutiens avec les secteurs qui ont manifesté leur défiance sur la question de la croissance. Le phénomène est très important dans le cas de l'opposition au nucléaire, puisque comme le montrent A. Nicolon et M.J. Carrieu, la CFDT (EDF et CEA) et le PS, dans une moindre mesure, ont joué un rôle actif dans la maturation des analyses des mouvements anti-nucléaires. La réalité est plus modeste dans le cas des aéroports, mais elle a conduit à un soutien fréquent de la CFDT (Vaumeilh, Louvigny Saint Jure, etc..) et plus rare de la CGT (Toussus le Noble).

Mais c'est surtout le développement des mouvements politico-idéologiques, et son importance au niveau des nouvelles couches moyennes qui transforme radicalement la situation des mouvements d'opposants. Il leur fournit le cadre de la problématique, des modèles alternatifs, des expériences de pratiques, des militants (inorganisés pour la plupart), disponibles et "expérimentés" pour la plupart, des formes d'organisation, des appuis organisationnels, etc.. Ils contribuent à ce que les mouvements d'opposants trouvent partout l'appui d'une fraction des nouvelles couches moyennes et, souvent de la paysannerie moderniste, c'est-à-dire d'acteurs sociaux dont le rôle ne cesse de s'élargir dans le système social actuel. Ceci a permis aux mouvements d'opposants de réaliser sur des décisions

d'équipements des enjeux régionaux, voire nationaux, tels que Malville, le Larzac... dans lesquels toutes classes sociales se sont trouvées impliquées, même si pour certaines cela fut très contradictoire.

La transformation profonde du cadre au sein duquel se développent les mouvements d'opposants ne conduit pas au simple renforcement de ce qu'ils étaient déjà. Certes les notables, voire certains secteurs de la paysannerie traditionnelle peuvent profiter de cette situation nouvelle. C'est d'ailleurs ce que l'on voit se passer dans l'Yonne et dans une certaine mesure à Toussus le Noble. Mais l'affaiblissement relatif du cadre institutionnel, des acteurs et des pratiques traditionnelles que crée la crise sociale et la rupture du consensus favorisent plutôt l'émergence et le développement de mouvements d'opposants nouveaux. Ceux-ci se constituent à partir de la remise en cause du modèle Croissance-Progrès, et des pratiques, des problématiques ... qu'ont produit les mouvements politico-idéologiques. Les militants avec lesquels ils se construisent ne sont-ils pas une production de ces mouvements politico-idéologiques ? Les mouvements globalisants situent les enjeux au coeur des contradictions que la crise révèle crûment. Ils adoptent les pratiques et les analyses qui sont spécifiques au dépassement de la crise, de l'orientation sociale antérieure, forts des couches sociales en pleine expansion qui les composent. Non seulement la crise du consensus crée les conditions de l'apparition des mouvements globalisants, mais de plus elle leur donne les moyens de gagner l'hégémonie et même peut-être de remplacer les mouvements traditionnels.

VI - ETAT ET CRISE DE LEGITIMITE

Le phénomène des mouvements d'opposants prend son importance au moment même où l'orientation et la pratique de l'Etat, en matière d'aménagement du territoire, d'équipements, etc..., va connaître une évolution, voire un tournant, et une crise de légitimité. Nous sommes conduit à poser ainsi l'hypothèse que l'émergence de tels mouvements relève de l'évolution structurelle qu'a connue l'Etat au cours de presque trois décennies, et des conséquences d'une crise de légitimité qui constitue pour lui l'un des aspects principaux de la crise d'ensemble que connaît le système social. Il ne peut pas être question dans ce rapport d'ébaucher une analyse originale et encore moins exhaustive de l'Etat et de la manière dont se concrétise la crise à son niveau, d'autant que l'on se propose dans une phase ultérieure de faire porter la recherche sur les processus conflictuels liés à des décisions d'infrastructures, plus précisément sur leur implication vis-à-vis de celui-ci. On limitera donc l'objet de ce chapitre à l'explicitation de l'hypothèse qui vient d'être formulée.

6.1., Evolution structurelle de l'Etat

6.1.1. Elargissement du rôle de l'Etat

L'élargissement du rôle de l'Etat connaît deux grandes périodes. Le phénomène a été ébauché dans la seconde moitié des années 30, au travers d'un certain type de dépassement de la crise qui impliquait, notamment, un renforcement du rôle de l'Etat sur le plan économique. Il acquiert une forme plus systématique au travers des nationalisations qui s'opèrent à la Libération. La phase de maturation arrive en fait à son terme avec la mise en place de ce que d'aucuns ont appelé l'Etat gaulliste. Du début des années 60 au début des années 70, on assiste à la mise en oeuvre proprement dite, dans toute son ampleur, de ce nouveau rôle assumé par un appareil d'Etat hautement complexifié et considérablement renforcé.

L'aspect le plus apparent de l'élargissement du rôle de l'Etat concerne la multiplicité des tâches économiques qu'il assume, soit au travers de la direction d'entreprises nationalisées, soit par le contrôle de procédures de décisions, de réglementations, de financements ... Les secteurs économiques et industriels concernés constituent les éléments stratégiques de l'armature industrielle : a) un secteur bancaire, alors que la nécessité de concentration des structures économiques donne au capital financier

un niveau d'hégémonie encore jamais atteint. Au sein de ce secteur bancaire figure le Crédit agricole, qui va constituer l'acteur principal de l'entrée d'une fraction croissante de l'agriculture dans le secteur capitaliste. De même, une partie significative du crédit immobilier se trouve sous le contrôle de l'Etat et va jouer un rôle déterminant dans la politique du logement et de l'urbanisation ... b) une partie des moyens de transport, puisqu'après la nationalisation du chemin de fer, l'Etat se trouve à la tête d'entreprises de transports aériens intérieurs et internationaux, etc.. c) une partie de l'énergie, avec un monopole sur le charbon, l'électricité, le gaz, et un rôle beaucoup plus limité sur le pétrole. d) des entreprises industrielles dont certaines sont de pointe dans l'aviation, l'automobile, l'informatique...etc...

Au-delà de ce rôle "d'Etat-patron", qui permet d'influencer très directement l'orientation et les stratégies économiques et industrielles, l'Etat a vu surtout se développer sa dimension politico-économique au travers de la prise en charge de l'essentiel des aménagements nécessaires, aussi bien à la production qu'à la reproduction. La création d'un organisme comme la DATAR, mais également le renforcement de toutes les structures opérationnelles ayant vocation à produire des schémas d'aménagement régionaux, à réaliser de grands projets structurants, tels que l'équipement aéroportuaire, le programme autoroutier, etc., ou encore à réaliser des opérations plus locales, concrétisent le fait que l'Etat se trouve alors le penseur, le décideur, le réalisateur, à la fois des grandes opérations d'urbanisation, d'implantations industrielles, d'équipements structurants, de transformation du sol agricole (remembrement...), etc..

Enfin, l'Etat voit son rôle politico-idéologique s'élargir au travers de la place tout à fait nouvelle qu'il occupe dans l'information, avec le monopole sur la télévision, et une place parmi les radios ; mais aussi dans les loisirs et la culture avec, d'ailleurs, l'importance des mêmes télévisions et radio, avec également le développement de l'action culturelle contrôlée par l'Etat (maisons de la culture, théâtres nationaux, etc..), alors que les secteurs privés régressent et s'appuient de plus en plus souvent sur des subventions du ministère. Mais surtout, au travers d'une volonté de répondre à la fois à des carences sociales qui seraient produites par l'urbanisation dans un cas, la désertification dans l'autre, l'Etat a pris l'initiative, dirige, contrôle, un ensemble toujours plus complexe, d'appareils, d'institutions ..., sensés stimuler, encadrer la vie sociale au niveau le plus quotidien et le plus local : Action sanitaire, action sociale, animation socio-culturelle ..etc., occupant toujours plus la place de structures de voisinage, de communauté, d'initiatives locales, de solidarité, produites jusqu'alors par le tissu social local.